HAL open science

# Les études urbaines au Liban

Éric Verdeil

## To cite this version:

Éric Verdeil. Les études urbaines au Liban. Candice Raymond; Myriam Catusse; Sari Hanafi. Un miroir libanais des sciences sociales. Acteurs, pratiques et disciplines, Diacritiques, pp.83-132, 2021, 9791097093242. hal-03437887v2

**HAL Id: hal-03437887**

**https://hal.science/hal-03437887v2**

Submitted on 4 Mar 2024

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Distributed under a Creative Commons Attribution - ShareAlike 4.0 International License

OpenEdition Books

SEARCH Tout OpenEdition

Diacritiques Éditions

Un miroir libanais des sciences sociales | Candice Raymond, Myriam Catusse, Sari Hanafi

# Les études urbaines au Liban

Éric Verdeil

p. 84-132

## Texte intégral

1 L'une des transformations les plus frappantes des sciences sociales au Liban depuis la fin de la guerre civile est la visibilité de la recherche urbaine (ou des études urbaines). Son essor est porté tant par les chantiers de reconstruction et de la gestion plus ordinaire des villes, que par les controverses publiques qui les accompagnent. Ce domaine de recherche constitue à la fois un savoir appliqué et un savoir critique. Les facteurs de son émergence doivent être mis en regard de ceux qui contribuent à façonner d'autres champs[1] des sciences sociales au Liban, objet de cet ouvrage. Ils concernent en particulier l'héritage de la guerre civile, le rôle des autorités publiques dans la régulation de l'espace universitaire mais aussi leurs politiques de développement économique et social. De surcroît, ce chapitre fait le pari de lire la structuration des études urbaines au regard des circulations internationales de savoirs académiques et pratiques. Dans cette perspective, le Liban est non seulement un laboratoire à partir duquel penser une société « post-conflit », mais illustre aussi une manière originale d'articuler recherche fondamentale et recherche appliquée, voire impliquée.

2 Balayer les questions saillantes au sein des débats académiques permet d'identifier des critères d'analyse pour rendre compte de l'émergence et de la structuration des études urbaines au Liban, ce qui sera l'objet d'une première section de ce chapitre. J'identifierai ensuite quatre éléments qui concourent à leur structuration. La constitution d'un espace de débats et de connaissances sur la question urbaine résulte d'abord, à partir des années 1980 et au début des années 1990, d'un effort de réflexivité face aux ruptures et aux destructions de la guerre, ainsi qu'en réponse aux premiers projets de reconstruction. Le deuxième élément majeur de structuration est la création de départements universitaires d'enseignement et de recherche dédiés à la ville, et plus précisément à l'urbanisme, à partir du milieu des années 1990. Troisième facteur, la transformation de l'action publique urbanistique et plus largement de la gestion urbaine, qu'elle soit le fait du gouvernement, des municipalités ou d'autres acteurs, qui crée une demande et des outils de savoir sur la ville au Liban, surtout à partir des années 2000. Un dernier élément, qui est commun à de nombreux autres pays, tient à la manière dont les controverses qui se succèdent au sujet de l'aménagement et la gestion urbaine, et en particulier les pratiques militantes qu'elles

donnent à voir, contribuent à l'émergence de savoirs urbains alternatifs, à la fois dans leur mode de production, dans leur destination et dans les formes que prend ce savoir.

3 Ce travail résulte du rassemblement et de la consultation de trois types de sources : d'une part, un retour réflexif sur mes propres travaux consacrés à la reconstruction et aux milieux professionnels de l'urbanisme ainsi que, plus généralement, ma participation aux débats scientifiques sur la ville au Liban depuis le milieu des années 1990, notamment à l'institut d'urbanisme de l'Académie libanaise des beaux-arts (ALBA ; 1996-1997) et au Centre d'études et de recherches sur le Moyen-Orient contemporain (CERMOC) / Institut français du Proche-Orient (Ifpo), en tant que responsable de l'Observatoire urbain de ce centre (2000-2003). En second lieu, j'ai mené une dizaine d'entretiens avec des observateurs et acteurs des études urbaines, sélectionnés pour représenter une diversité de positions sociales, en termes professionnels (praticiens, universitaires, acteurs associatifs), de milieux universitaires (American University of Beirut [AUB], ALBA, Université libanaise [UL]) et de générations (pionniers, enseignants-chercheurs établis, chercheurs-praticiens plus jeunes). Ces entretiens, centrés sur les trajectoires individuelles, les pratiques de recherche et les logiques d'institutionnalisation de ces recherches, sont complétés par des données qualitatives et quantitatives sur les productions scientifiques et académiques au sein des institutions considérées. Ce texte a été stabilisé à la mi-2019.

## Émergence des études urbaines : enjeux et hypothèses

4 L'intérêt porté à l'émergence des études urbaines au Liban s'inscrit à la confluence de trois questionnements scientifiques. Le premier renvoie à la difficulté d'identifier, épistémologiquement et institutionnellement, un domaine de savoir sur les villes, où la tension constitutive entre recherche « pure » et recherche « utile » ou « appliquée » est souvent présentée comme spécifique, en tout cas serait plus marquée que dans les autres disciplines des sciences sociales. Le second, faisant droit à la critique postcoloniale des études urbaines, invite à replacer le cas libanais dans l'espace international de circulation des savoirs. Il s'agit de démêler comment la pensée de la ville au Liban est façonnée par des dominations héritées de la colonisation mais aussi si et comment elle participe à mettre en circulation de nouvelles approches, dégagées des modèles hégémoniques. Le troisième s'attache à l'explicitation des tensions propres à la pratique des sciences sociales dans les pays du Sud, entre une injonction à la globalisation et une nécessaire inscription locale. Ces trois questionnements s'entremêlent sans se recouper complètement.

### Les tensions spécifiques au champ des études urbaines

5 En Europe et aux États-Unis, les modalités d'émergence et de structuration des études urbaines suivent des trajectoires différenciées, même si l'on peut identifier plusieurs enjeux communs, qui sont utiles pour aborder le cas libanais.

6 La première question est celle de la « disciplinarisation » de la recherche sur la ville, pour utiliser le terme de l'historien Stéphane Van Damme étudiant le cas français (Van Damme 2005). En France, les savoirs produits autour de l'objet ville résistent à leur intégration dans une discipline unifiée et, au contraire, perpétuent les allégeances et les divisions disciplinaires existantes. Ainsi parle-t-on de sociologie urbaine, anthropologie urbaine, géographie urbaine, histoire urbaine (Paquot, Lussault & Body-Gendrot 2000). Dans les pays anglophones, où le modèle des *studies* organisées en fonction d'un objet ou d'un domaine de recherche tend à supplanter le système traditionnel des disciplines, cette tension entre unification et éclatement disciplinaire de la recherche urbaine existe aussi. L'autonomisation académique des *urban studies* semble plus marquée. En témoignent l'existence ancienne de revues spécifiques comme *Urban Studies* ou *International Journal for Urban and Regional Research*, et celle de départements d'*urban studies*, notamment aux États-Unis et au Canada. Mais la question de la légitimité d'un objet spécifique d'étude, la ville, y est cependant régulièrement débattue (Zukin 2011 ; Topalov 2008).

> En tout état de cause, la structuration de la recherche urbaine varie dans ses formes d'institutionnalisation comme du point de vue des paradigmes analytiques d'un pays à l'autre. Par exemple, les questions raciales et ethniques sont beaucoup plus présentes dans les *urban studies* américaines qu'en France. Dans ce pays, plusieurs approches s'opposent, en particulier une perspective plus weberienne, attentive aux régulations, et une plus marxiste, attentive aux formes de domination (Boisseuil 2018). De plus, la commande publique y a un rôle

structurant, en particulier en sociologie urbaine, ce qui n'est pas toujours vrai dans les autres pays (Collet & Simay 2013). Le degré d'autonomie dans la formulation des questions de recherche par rapport aux commandes des acteurs publics et sociaux et les spécificités thématiques et sociopolitiques des études urbaines dans l'espace académique sont donc des indicateurs pertinents pour situer le Liban dans une configuration plus générale.

7 La question du rapport à l'action représente un deuxième enjeu. Elle a souvent été abordée sous l'angle de l'instrumentation des savoirs urbains au service de l'action publique (Van Damme 2005). Loin d'être un monopole des savants ou des universitaires, la production des savoirs urbains est historiquement diverse, et les praticiens et les institutions de gouvernement n'ont eu de cesse de construire des savoirs visant à guider ou rationaliser leur action. Dans le cas français, on peut penser aux enquêtes sociales menées par les médecins hygiénistes au XIXe siècle ou aux tentatives de structurer une science communale au cours du XXe siècle. L'enrôlement des sciences sociales au service de la planification urbaine, dans la deuxième moitié du XXe siècle, correspond aussi à ce modèle d'une instrumentation des sciences sociales (Claude 2006). Scherrer propose une vision plus complexe des rapports entre savoir et action, intégrant à la fois la prise de distance critique et l'engagement des savants dans les études urbaines appliquées :

> Les savoirs qui ont constitué les études urbaines, et plus encore ceux qui relèvent de l'urbanisme, sont génériquement liés à une demande sociale de connaissances directement utilisables, et [...] ils se sont progressivement élaborés dans la tension entre le refus de cette position strictement utilitariste et la réponse à une visée réformiste plus ou moins explicite. (Scherrer 2010, p. 2)

8 Cette tension structurelle propre aux études sur la ville se retrouve au cœur des institutions de formation à l'urbanisme, où les étudiants doivent être formés d'un côté à l'analyse de l'urbain (en sciences sociales) tout en étant capables de concevoir des projets et de conduire l'action, ce qui met en avant des savoirs propres à l'architecture, l'ingénierie, la conduite de projets, etc. L'analyse de l'articulation des disciplines dans les études sur la ville et celle de la relation entre savoir et action constituent donc des éléments essentiels de l'analyse.

## Influences et circulations dans la production des savoirs urbains au Sud

9 Au sein des *urban studies*, les paradigmes dominants ont fait l'objet d'une vigoureuse remise en cause s'inspirant de la critique postcoloniale, dont les travaux de Jennifer Robinson (2006) constituent une incarnation éminente. À travers la mise en évidence de l'ancrage occidental des principaux modèles explicatifs de l'urbanisation contemporaine, elle remet en cause une vision ethnocentrée qui fait des villes du Sud d'éternelles retardataires par rapport aux villes avancées, modernes et globales. Souvent pensées comme les avatars pathologiques des précédentes, elles ne seraient de ce fait susceptibles que d'une analyse en termes de spécificités et de décalages, incapables de faire modèle. Dans ce cadre, elles relèveraient d'une sous-discipline spécifique, les études sur le (mal-/sous-) développement, voire seraient cantonnées dans l'étude des aires culturelles. C'est ainsi que les villes du monde arabe, ou encore islamique, ont longtemps constitué un sous-domaine scientifique. Les travaux récents ont souligné la faiblesse des présupposés et les biais orientalistes d'une grande partie de ces travaux (Alsayyad 1996).

10 Dans la continuité de ces remarques, de nombreux travaux d'histoire, de sociologie ou de géographie des sciences sociales s'attachent aujourd'hui à examiner, bien au-delà du cas des études urbaines, les logiques de domination sous-tendant la production du savoir scientifique. Ils soulignent notamment des formes de structuration sous forme de fuseaux linguistiques, recouvrant d'anciens espaces de domination coloniale (Houssay-Holzschuch & Milhaud 2013).

11 Dans cet esprit, une compréhension située de la production des savoirs est nécessaire, qui insiste clairement sur ce qu'ils doivent notamment à leur géographie. Se livrer à une sociohistoire des études urbaines au Liban implique donc d'identifier le poids des traditions nationales étrangères dans la construction des paradigmes dominants, en repérant les modèles ainsi que les circulations académiques et étudiantes. Nous verrons que les institutions françaises jouissent dans le pays d'un rayonnement important, héritage de la domination mandataire. Toutefois, le rôle ancien de l'AUB et l'attraction croissante du monde anglophone et en particulier étatsunien impliquent aussi une réflexion sur les paradigmes exportés à partir de ce pays.

12 Mais le contrepoint du questionnement proposé par Robinson consiste à se demander comment les universitaires et les institutions académiques au Liban problématisent cette question et dans quel espace de débat ils et elles se situent : s'agit-il plutôt du monde arabe ? du *Global South* ? Et pour aller plus loin, les études urbaines libanaises peuvent-elles être analysées comme un espace de rayonnement à l'échelle régionale, voire au-delà ? Répondre à ces questions implique de s'attacher aux réseaux académiques (revues, conférences) ainsi qu'aux contenus des travaux.

### Les missions des universités au Sud, entre globalisation, enjeux locaux et militantisme

13 Un dernier élément de cadrage a trait à la tension que produisent les injonctions contradictoires auxquelles sont confrontés les universitaires en sciences sociales, notamment dans le monde arabe (Hanafi 2012). D'un côté, au nom de l'excellence, la norme du « *publish or perish* » impose un formatage linguistique (aujourd'hui principalement l'anglais) et intellectuel des travaux publiés pour l'essentiel dans des revues ou des maisons d'édition internationales et plus précisément anglophones, pour des audiences spécialisées et restreintes, dans un contexte de rareté des financements disponibles. De l'autre, gouvernements, pouvoirs locaux, bailleurs de fonds mais aussi associations et groupes militants, ainsi qu'étudiants expriment une attente d'implication locale : d'abord en termes d'adaptation des enseignements aux réalités locales, ensuite de partage des résultats de la recherche dans la société, pour contribuer à la formulation de conseils utilisables par les décideurs publics, voire pour critiquer les politiques menées et proposer des alternatives.

14 Partant de l'exemple de la recherche urbaine en Afrique du Sud, Parnell et Pieterse mettent en évidence une tension existant sans doute également dans de nombreux contextes comparables, « aux périphéries de la carte académique mondiale » (Parnell & Pieterse 2016, p. 239). Les auteurs font le constat des grandes difficultés d'utilisation des méthodes traditionnelles en sciences sociales en raison du manque de données mais aussi à cause de la coupure avec les administrations et la classe politique, en l'absence de vision commune de ce qui serait une recherche adéquate sur laquelle fonder des décisions pour les villes. Ils mettent en avant la nécessité d'une attitude de traduction (*translational attitude*), caractérisée par « l'engagement en face-à-face des chercheurs avec les communautés et les pouvoirs publics (*states*) (et à un degré moindre le secteur privé), du moment de la conception de la recherche à celui de la mise en œuvre […] » (*Idem*). Ce travail implique des collectifs multiples associant chercheurs, acteurs publics, ONG et habitants. Parnell et Pieterse décrivent sous la catégorie de *translational urban praxis* un continuum : à côté de la « recherche pure », ils identifient d'autres pratiques de traduction (pas seulement linguistique), de coproduction et de restitution alternatives de la recherche.

15 Tout en insistant sur des facteurs et des contraintes propres à des sociétés urbaines confrontées aux enjeux du développement, ces réflexions sur les enjeux de traduction dans la pratique de la recherche urbaine font écho à l'hybridité des savoirs urbains déjà soulignée, ainsi qu'aux formes d'engagement qui sont y inhérentes. Pour ou contre les autorités publiques (« tout contre », raillait le sociologue français Michel Amiot [1986]), l'engagement ne doit pas être pensé seulement sur un mode dissident. Il est néanmoins fructueux de scruter la dimension militante de nombreux travaux de recherche urbaine, et l'émergence de registres d'action associés (Parnell & Pieterse 2016). Ces pratiques de traduction et de savoirs hybrides ne concernent pas seulement les contextes du Sud mais bien sûr aussi ceux du Nord (Douay & Prévot 2012). La prise en compte de ces tensions au sein des études urbaines implique de porter l'attention sur l'articulation entre recherche urbaine et situations d'engagement, dans quelque sens que ce soit. Comment la circulation de paradigmes qui renouvellent les questionnements de la recherche se traduit-elle dans de nouvelles postures et rapports au terrain ? Inversement, comment les enjeux qui structurent les luttes et les engagements locaux alimentent-ils de nouvelles questions et de nouvelles pratiques de recherche, en partenariat avec divers acteurs qui n'appartiennent pas à l'université ? Cela conduit aussi à s'attacher à la question des formes et de la langue de restitution des résultats de la recherche.

### Hypothèses

16 À l'articulation de ces différents questionnements, ce chapitre propose les hypothèses suivantes. Si la structuration des études urbaines au Liban reproduit des traits qu'on trouve ailleurs, son originalité tient à plusieurs facteurs. D'abord, elles se constituent d'emblée en savoir critique des politiques urbaines et de leurs effets, qu'il s'agisse des destructions de guerre ou des transformations sociales, physiques et environnementales des années 1990 jusqu'à aujourd'hui. L'instrumentalisation des savoirs urbains par les institutions de gouvernement constitue une tendance mineure et peu structurante. Ensuite, les études urbaines sont dominées par les disciplines de l'architecture et de l'urbanisme. Les autres sciences sociales urbaines sont présentes, mais ne se sont pas institutionnalisées. On observe enfin une inscription croissante des études urbaines libanaises dans un espace académique international d'expression anglophone, lieu d'affirmation d'un savoir critique sur la ville rayonnant à l'échelle du Moyen-Orient et alimentant les débats globaux.

17 Avant d'entrer dans l'analyse, il convient de préciser aussi ce que cette étude ne prétend pas faire. Même si j'ai porté une certaine attention aux contenus de travaux de chercheuses et chercheurs, il ne s'agit pas ici de proposer une généalogie des thèmes et des paradigmes des recherches urbaines au Liban, ni des grands apports de ces connaissances. L'enjeu est plutôt de comprendre les conditions de possibilités de ces recherches d'un point de vue institutionnel et sociologique.

## La constitution d'un espace de débat sur la ville : premiers jalons (1977-1998)

18 L'émergence de la question urbaine comme enjeu de recherche intervient largement en réponse aux destructions et aux transformations de la guerre, mais doit aussi se comprendre à la lumière de l'intégration et de la circulation des chercheurs et praticiens intéressés par ces questions dans l'espace académique francophone.

### L'émergence de la question urbaine, entre réponse à la guerre, questionnements académiques francophones et circulations étudiantes

19 Dès avant la guerre, des travaux consacrés à l'urbanisation et aux effets sociaux de la modernisation urbaine avaient intéressé des sociologues formés aux États-Unis (Khuri 1975 ; Khalaf & Kongstad 1973). Mais les combats au cœur de la ville et les destructions qui affectent largement le centre-ville et la ligne de démarcation conduisent à la constitution de cette question en objet d'investigation pour les sciences sociales selon deux principales orientations.

20 La première, bien mise en évidence dans la thèse de Candice Raymond (2013), résulte de la mobilisation des historiens libanais, dans un contexte porteur marqué par l'intérêt renouvelé pour les villes arabes sous domination ottomane, dans la lignée de travaux d'historiens français comme André Raymond ou Dominique Chevallier qui critiquent les paradigmes orientalistes postulant l'existence d'une « ville islamique ». Au Liban, l'historien Antoine Abdel-Nour, assassiné en 1982, incarnait ce courant. D'autres travaux, menés au sein de l'université Saint-Joseph, ou par des étudiants issus de cette institution, comme May Davie, y participent aussi. D'autres foyers et approches peuvent être repérés. Des historiens sunnites de Beyrouth-Ouest comme Hassan Hallaq et 'Issâm Shbârû (Issam Chbarou en graphie latine) produisent à cette époque une histoire insistant sur les continuités et les traditions urbaines, à vocation mémorielle face aux destructions et aux transformations sociales, notamment l'installation des chiites en ville. Le foyer tripolitain, représenté par exemple par l'historien ottomaniste Khaled Ziadé, illustre le dynamisme et la diversité de ces travaux qui interrogent la nature des ruptures de la guerre et les spécificités ou les similarités de la trajectoire des villes libanaises par rapport à leurs voisines proche-orientales.

21 Une seconde modalité d'émergence de la question urbaine dans les sciences sociales est plus directement liée à la nécessité d'apporter des réponses à la guerre et aux dommages infligés. La fin de la « guerre des deux ans », en 1977, correspond à un premier moment de reconstruction au Liban. Ce tournant politique a un pendant dans le domaine académique, suite à la fermeture en 1975 de l'École supérieure des lettres (ESL), antenne beyrouthine de l'université de Lyon et espace de production d'un savoir en sciences sociales sur le Liban (Aurenche & Métral 2010). Alors que l'essentiel de ses ressources est transféré à l'université

Saint-Joseph, le directeur de l'Institut de géographie du Proche et Moyen-Orient au sein de l'ESL, André Bourgey, crée avec l'appui du ministère français des Affaires étrangères un centre de recherche en sciences sociales, le Centre d'études et de recherche sur le Moyen-Orient contemporain (CERMOC). Il va s'appuyer sur la bibliothèque de cet institut et sur une équipe constituée à parité de chercheurs français et libanais. La première recherche consiste en une mission d'appui à l'Atelier parisien d'urbanisme, qui effectue pour le compte de la Municipalité de Beyrouth et sur financement français des études sur la reconstruction du centre-ville et notamment des souks. Malgré la reprise des combats, le CERMOC mène ensuite à bien plusieurs recherches sur l'industrialisation au Machrek puis les migrations. Diverses publications témoignent de l'intérêt d'alors pour la question urbaine. André Bourgey, qui avait déjà écrit plusieurs textes sur la géographie urbaine au Liban, publie sur les conséquences géographiques de la guerre (Bourgey 1985). Les sociologues ne sont pas en reste : Salim Nasr étudie les recompositions de Beyrouth sous l'effet des migrations chiites (Nasr 1985). Michel Seurat propose, à partir de l'exemple tripolitain, des travaux très novateurs sur les dynamiques des villes du Proche-Orient, qu'il situe dans un cadre élargi et critique discutant les spécificités sociales des villes orientales, arabes ou islamiques (Seurat 1985).

22 Si ces travaux font directement écho au contexte de la guerre libanaise et de ses effets sur les villes, ils s'inscrivent aussi dans une série d'initiatives francophones qui contribuent à la fondation de la recherche urbaine dans le monde arabe. Il s'agit d'abord des travaux initiés par le Groupe de recherche et d'étude sur la Méditerranée et le Moyen-Orient (GREMMO) à Lyon, autour de Jean et France Métral, qui enseignaient à l'École supérieure des lettres jusqu'en 1975 et avaient mené des travaux en Syrie et en Palestine. Il s'agit ensuite du laboratoire de géographie urbaine du monde arabe URBAMA à Tours. En 1982, le colloque « Politiques urbaines dans le monde arabe », à Lyon, auquel participent plusieurs chercheurs venus du Liban, constitue un moment marquant de ce courant de recherche (Métral, Mutin & Métral 1985).

23 Le but n'est pas ici d'effectuer un repérage exhaustif de la littérature consacrée aux villes libanaises pendant cette période (pour cela, voir notamment Beyhum 1991b). Il est néanmoins nécessaire de souligner le rôle des universités françaises dans la formation d'étudiants libanais en histoire (sous la direction de Dominique Chevallier), en géographie (Xavier de Planhol, Yves Babonneaux), en urbanisme (Claude Chaline, Stéphane Yerasimos, Pierre Merlin), en architecture, en sociologie ou en anthropologie : nombre de thèses de troisième cycle, puis de thèses nouveau régime ainsi que de diplômes d'architecture sont ainsi soutenus. Une partie de ces diplômés vont jouer un rôle important dans l'émergence et la structuration des études urbaines au Liban dans les années suivantes.

### Le débat sur la reconstruction dans les années 1990

24 Le retour graduel à la paix, en 1990, crée un nouveau contexte. Le lancement du chantier de reconstruction de la ville, et en particulier du centre-ville, suscite une vigoureuse polémique publique, qui multiplie les occasions de faire connaître des travaux inédits et suscite de nouvelles recherches. Les circulations de chercheurs s'intensifient, avec de nombreux retours au Liban, la réouverture des embauches à l'Université libanaise, l'arrivée d'institutions et de chercheurs étrangers mais aussi des départs. C'est une période d'intense bouillonnement intellectuel, mais le milieu des études urbaines reste très morcelé et peu institutionnalisé.

25 L'opposition aux projets de reconstruction du centre-ville est animée par une coalition très diverse, composée d'une part des représentants d'ayants droit et de leurs avocats, d'autre part de ceux qu'on appelle les « intellectuels », parmi lesquels dominent les architectes. Jad Tabet, qui circule entre Paris et Beyrouth, et Assem Salam jouent un rôle de premier plan. Ce sont des praticiens libéraux, qui enseignent de manière ponctuelle. Leurs travaux sur l'histoire de la ville et de son urbanisme s'appuient sur leur implication directe (ou familiale) dans cette histoire et sur les archives accumulées dans ce cadre. Assem Salam avait écrit quelques textes sur l'urbanisme de la ville avant la guerre et avait enseigné au département d'architecture de l'AUB jusqu'en 1984. L'architecte Jad Tabet, un de ses anciens étudiants, replié à Paris à partir de 1985, avait dans une série de conférences posé les jalons d'une histoire urbaine et architecturale contemporaine de Beyrouth ainsi que

d'une sorte d'anthropologie de l'espace urbain[2]. Son article « La ville imparfaite » (Tabet 1991) représente le premier véritable travail d'histoire de l'urbanisme dans cette ville. Le sociologue Nabil Beyhum, qui a soutenu sa thèse sur les espaces publics à Beyrouth en 1991 à Lyon (Beyhum 1991a), est un autre animateur de ce débat. Il enseigne alors à l'AUB avec un contrat temporaire. Tous trois rassemblent, lors d'une série de colloques tenus en 1992 et 1993, les contributions de nombreux autres professionnels ou universitaires (architectes, ingénieurs, économistes, sociologues, etc.) qui critiquent les plans du gouvernement pour leur effet sur le patrimoine et sur le retour de la civilité, et montrent l'existence de voies alternatives, notamment à travers l'exemple des projets de reconstruction antérieurs. Pour structurer leur démarche, Jad Tabet et Nabil Beyhum créent une structure, l'Urban Research Institute, ayant pour but la publication des actes et le rassemblement d'une documentation sur la reconstruction. Cette structure n'est toutefois pas rattachée à une institution universitaire et ne dispose pas de locaux propres.

26 Les publications qui en résultent, financées notamment par la Ford Foundation dont le directeur de l'antenne régionale est alors Salim Nasr (beau-frère de Jad Tabet), contribuent à baliser les contours d'un objet à la fois militant et intellectuel, la ville de Beyrouth. Ces actes de colloque sont d'abord publiés de manière artisanale, dans la langue d'expression des contributeurs. Dans un second temps, certains sont repris et traduits en arabe, pour être publiés par les éditions Dâr al-Jadîd animées par Lokman Slim. Par ailleurs, le magazine mensuel *l'Orient-Express* que fonde Samir Kassir en 1995 consacre plusieurs de ses numéros à des questions urbaines, relayant ainsi les quotidiens libanais qui constituent aussi des espaces d'information et de prise de position sur ces thématiques (en particulier *al-Safîr* et *al-Nahâr*).

27 En 1992, le CERMOC reprend ses activités à Beyrouth, après six années où elles ont été relocalisées à Amman. Un poste de chercheur est créé pour s'occuper des questions urbaines, auquel est nommé l'historien Jean-Luc Arnaud, qui a dirigé l'observatoire urbain du Caire au Centre d'études et de documentation juridique (CEDEJ). Fort de son expérience en matière de documentation, il lance l'Observatoire de recherche sur Beyrouth et la reconstruction. C'est là que finalement s'effectuent la conservation, la mise en ordre, l'indexation et la mise à disposition du public d'une grande partie de la documentation sur l'urbanisme et la reconstruction de Beyrouth. Par ailleurs, Arnaud organise un séminaire régulier sur les questions urbaines qui fonctionne comme un carrefour, point fixe dans le paysage volatil de la recherche beyrouthine. Des publications de plusieurs types sont lancées : des catalogues des ressources documentaires et cartographiques, une lettre d'information qui est publiée jusqu'en 2002 et fournit une vision large des travaux menés sur la ville au Liban, et des livres reprenant les résultats de divers travaux de recherche individuels ou collectifs. L'Observatoire finance aussi, sous divers statuts et pour des durées variables, les travaux de quelques jeunes chercheurs et chercheuses libanais ou français. Les recherches menées portent la marque de la recherche urbaine française, où la pluridisciplinarité n'efface pas, loin de là, les traditions disciplinaires. À partir de 2002, avec la fusion au sein d'un unique institut français de recherche en sciences sociales à l'échelle du Proche-Orient, l'Ifpo, ce programme prend le nom d'Observatoire urbain du Proche-Orient et élargit son spectre géographique aux pays voisins sous la direction d'autres chercheurs. Cette évolution allant de pair avec une diminution de ses moyens financiers, l'observatoire perd graduellement la centralité qu'il avait dans la deuxième partie des années 1990[3].

28 Durant toute cette période, les institutions universitaires libanaises sont dans une phase de transition et de restructuration. Dans les départements de sciences sociales, à l'exception de l'histoire déjà évoquée, les travaux sur les villes sont rares. Quelques individualités publient des travaux de sociologie ou d'anthropologie, comme Chawqi Douaihy de l'Université libanaise. Il faut toutefois mentionner le cas des facultés d'architecture, à l'université américaine de Beyrouth (AUB), l'Université libanaise, l'Académie libanaise des beaux-arts notamment : formations prisées, elles constituent un espace académique très dynamique, mais où traditionnellement la recherche a peu de place. En revanche, les travaux d'étudiants, sous forme de diplôme ou d'ateliers collectifs, contribuent à l'enrichissement du savoir sur la ville au Liban. Parmi d'autres exemples, on peut citer un travail dirigé par Robert Saliba, alors professeur à l'AUB (Saliba 1991). De nombreux jeunes diplômés en architecture, parfois docteurs, reviennent de l'étranger. Certains de leurs travaux font

l'objet de publications (par exemple, El-Achkar 1998). Si les universités locales connaissent une phase de relance nourrie par les apports de ces émigrants de retour au bercail, le milieu universitaire spécialiste de la question urbaine subit néanmoins aussi des pertes en raison de recrutements à l'étranger, en particulier en France : c'est le cas de Michael F. Davie, professeur de géographie à l'université Saint-Joseph qui a beaucoup écrit sur les recompositions de Beyrouth au cours de la guerre et de l'immédiat après-guerre, et les enjeux patrimoniaux, qui est recruté à l'université de Tours, et de Nabil Beyhum, recruté à l'école d'architecture de Paris-La Seine.

29 Dans ce contexte d'effervescence intellectuelle sur la ville et la reconstruction, mais sans structuration institutionnelle, une institution libanaise acquiert néanmoins un rôle central. En 1996, Assem Salam est élu la tête de l'Ordre des ingénieurs et architectes de Beyrouth. Cette institution dédiée à la régulation de l'exercice professionnel, créée en 1951, a souvent joué un rôle politique. Salam entend s'en servir dans sa lutte contre la politique du gouvernement dirigé par Rafic Hariri. L'ordre organise plusieurs conférences, pilotées par Jad Tabet, sur des questions d'urbanisme, notamment un colloque comparant les reconstructions urbaines, un autre sur Jérusalem, une table ronde sur les enjeux de l'occupation illégale du littoral, enfin un séminaire sur les projets d'aménagement de la banlieue sud. Ces travaux sont publiés dans des ouvrages édités par l'ordre et dans la revue plurilingue *Al Mouhandess* (L'ingénieur, l'architecte), qu'Assem Salam relance alors. De plus, l'ordre publie plusieurs ouvrages sur l'histoire urbaine et urbanistique de Beyrouth (Saliba 1998 ; Davie 2001), mais il s'agit moins d'un lieu de production du savoir que d'un espace de débat et de diffusion.

30 La période de la reconstruction marque donc l'émergence de la question urbaine dans l'espace public libanais. Cela suscite une importante production de travaux, principalement publiés sous forme de livres et d'actes de colloque, issue d'un milieu composite où les techniciens de l'urbain, en tandem avec les historiens, jouent un rôle majeur. Les représentants des autres disciplines académiques sont minoritaires et peu structurés.

## L'émergence de formations universitaires en urbanisme : un levier pour les études urbaines

31 La création de formations universitaires en urbanisme au Liban à partir du milieu des années 1990 correspond à la fois à la volonté de répondre au contexte de la reconstruction et à des dynamiques socio-économiques et institutionnelles plus larges au sein des universités : allongement général de la durée des études, spécialisation des filières par concurrence, reproduction de modèles étrangers, que l'on retrouve ailleurs (Souami & Verdeil 2006 ; Verdeil 2008). Dans cette section, l'objectif est de s'intéresser plus en détail au rôle de ces lieux universitaires du point de vue de la production de travaux de recherche, en identifiant les profils et trajectoires des enseignants-chercheurs ainsi que le contexte, les thématiques, les formes de publications et les financements spécifiques de leurs recherches. L'ancrage dans des sphères d'influence internationale est aussi un critère d'analyse permettant de rendre compte de la structuration des études urbaines au Liban.

### ALBA : des initiatives de recherche faiblement institutionnalisées

32 L'Académie libanaise des beaux-arts, qui proposait déjà un cursus de formation en architecture, se dote en 1994 d'un institut d'urbanisme (IUALBA), créé avec l'appui de l'Institut français d'urbanisme (alors université Paris VIII-Saint Denis) et le soutien financier et humain de l'ambassade de France. L'IUALBA délivre un diplôme d'études supérieures spécialisées (un master professionnel) en urbanisme, accessible aux candidats ayant validé quatre années d'études. Ultérieurement, l'offre de diplômes se diversifie avec des diplômes en paysage et en *urban design*[4]. Les promotions d'étudiants se composent principalement d'architectes, recrutés au sein des classes moyennes supérieures, majoritairement chrétiennes. L'organisation des enseignements au sein de l'institut d'urbanisme reproduit une des caractéristiques majeures de l'enseignement en architecture dans cette université : les cours sont donnés par des « patrons », professionnels reconnus qui interviennent à temps partiel. Ainsi, il n'existe pas de faculté permanente : les enseignants sont surtout des vacataires issus d'autres universités ou du milieu professionnel, dont les enseignements sont complétés par ceux de visiteurs français. Ils ne

sont donc soumis à aucune exigence statutaire de recherche. Pourtant, l'IUALBA est le lieu d'une série d'initiatives qui contribuent à la production et à la publication de recherches urbaines.

33 En premier lieu, les étudiants réalisent des mémoires qui produisent des connaissances sur les villes libanaises. Les thèmes sont variés et leur évolution suit dans ses grandes lignes celle des politiques publiques urbaines au Liban. 66 mémoires ont été soutenus de 1995 à 2016, mais de manière irrégulière, ce qui témoigne de la difficulté de cette formation à se structurer.

34 En second lieu, l'IUALBA organise sporadiquement des conférences nationales ou internationales qui débouchent parfois sur des publications. Les thématiques sont, au départ, celles de la guerre et de la reconstruction (Akl & Davie 1999 ; Davie 1997). Par la suite, l'IUALBA accueille à deux reprises (2006 et 2017) la rencontre annuelle du réseau francophone des formations en urbanisme (Akl & Beyhum 2009 ; Bourdin & Chedid 2020).

35 Plusieurs anciens étudiants ont obtenu des doctorats en urbanisme dans des universités françaises en parallèle de leur insertion professionnelle et poursuivent ponctuellement des travaux de recherche[5]. L'un d'eux, Serge Yazigi, prend l'initiative de créer, en 2006, dans la foulée de la guerre de l'été, le centre MAJAL, qui se veut un observatoire de la reconstruction, entre recherche et consultation. Grâce à des financements variés[6], ce centre recrute des assistants et de jeunes chercheurs et réalise plusieurs recherches appliquées. Toutefois, la légitimité de cette expérience est remise en cause par la direction de l'institut d'urbanisme et celle de l'ALBA, craignant de perdre le contrôle de cette orientation qu'ils n'avaient pas initiée (entretien avec Serge Yazigi, juin 2017). Après 2009, MAJAL se recentre sur les questions juridiques et publie une série d'ouvrages sur la mise en pratique du droit de l'urbanisme au Liban (Lamy & Ibrahim 2014 ; Lamy 2017 ; 2015).

36 Si la recherche à l'ALBA est peu institutionnalisée, elle existe néanmoins et traduit les aspirations individuelles de professionnels en quête de reconnaissance et d'investissement intellectuel, qui s'appuient sur les ressources offertes par les réseaux francophones de la recherche urbaine. Sur le plan thématique, ces recherches sont en lien direct avec l'actualité urbaine dans le pays. À côté de quelques colloques académiques, elles prennent la forme d'un savoir appliqué, au service de l'action du gouvernement ou des municipalités, proposant de nouveaux instruments visant à corriger les défauts ou les manques constatés dans les pratiques de ces institutions. Il s'agit d'une recherche à visée réformatrice.

### Université libanaise : structuration en cours de la recherche en urbanisme

37 La création d'un cursus en urbanisme au sein de la faculté des beaux-arts de l'Université libanaise épouse une chronologie légèrement décalée par rapport à celle de l'ALBA, avec une première promotion diplômée en 1999. Elle implique des professeurs, architectes par leur formation d'origine, mais qui ont suivi des cursus en sciences sociales ou en urbanisme en France ou au Québec puis ont été recrutés dans la faculté des beaux-arts de l'Université libanaise dans les années 1990. Au même moment, la même faculté crée aussi un diplôme de restauration sur le campus de Tripoli : cela témoigne de la volonté de cette université et de ses enseignants de répondre à ce qu'ils perçoivent comme la demande sociale au sujet des villes libanaises.

38 Divers dispositifs de coopération, sur financement bilatéral français, puis francophone (AUF) et européen (Tempus), ont conduit à la mise sur pied en 2004 d'un département d'urbanisme qui acquiert progressivement son autonomie, matérialisée par l'octroi de locaux dans le campus de Hadath, et qui délivre un master en deux ans. En moyenne, elle diplôme une quinzaine d'étudiants chaque année, essentiellement là encore des architectes[7]. L'originalité de cette formation par rapport aux autres existantes au Liban réside dans la diversité de son recrutement sur le plan confessionnel, social et géographique. La formation distingue filière professionnelle et filière recherche. Grâce à des systèmes de bourses, ou sur leurs propres deniers, plusieurs étudiants ont obtenu ou visent des doctorats à l'étranger (Belgique, France, Allemagne, Angleterre, etc.). Au total, on compte plus d'une dizaine de docteurs à l'étranger dont plusieurs ont été recrutés à l'UL (en paysage, en architecture, en géographie ou en urbanisme).

39 Le contexte institutionnel de l'Université libanaise est toutefois peu favorable au développement de la recherche. Les politiques d'emploi y sont marquées par le maintien d'un nombre important de vacataires, qui ne peuvent être titularisés que lors de rares

épisodes de titularisation collective où la dimension politique joue un rôle officieux mais déterminant aux côtés des critères officiels d'investissement dans la recherche et l'enseignement. De plus, la plupart des enseignants du département d'urbanisme effectuant une partie de leur service dans d'autres facultés, en architecture, en ingénierie, en paysage ou dans les facultés de sciences sociales, l'investissement en recherche est variable et est mal pris en compte dans les promotions. En architecture par exemple, les réalisations professionnelles peuvent se substituer aux publications. L'attraction du marché de la consultance pour des études professionnelles ou les études urbaines appliquées freine aussi l'investissement dans la recherche.

40 Néanmoins, plusieurs dispositifs constituent des incitations au développement de cette dernière. L'insertion des enseignants-chercheurs dans les réseaux francophones ou européens permet l'obtention de petits budgets. Toutefois, ces instruments privilégient la mobilité et ne répondent pas au besoin de financement d'assistants de recherche et d'enquête, sans parler des ressources documentaires. Par ailleurs, l'université a récemment permis l'inscription en doctorat (en 2018, aucune soutenance dans le département d'urbanisme n'a cependant encore eu lieu). L'initiative informelle de création en 2006 d'un laboratoire, le CERDA (centre d'études et de recherche en développement et aménagement), reflète l'existence d'une volonté collective de structuration de l'effort de recherche : « Ce laboratoire, c'était un cadre psychologique pour qu'on puisse travailler nos recherches avec d'autres gens », selon l'un des fondateurs (entretien avec Mousbah Rajab, juin 2017). Jusqu'à présent, le laboratoire n'a pas bénéficié de fonds de l'université mais cette situation devrait prochainement évoluer grâce à une démarche de labélisation en cours. Malgré la rareté des financements, ce centre mobilise les étudiants de la filière recherche pour mener des enquêtes, en général centrées sur les politiques de développement local : enjeux de gouvernance locale, nouveaux outils de planification, environnement.

41 La diffusion des résultats reste problématique. Les publications reflètent l'inscription dans des réseaux de recherche francophones tandis que le système de publication anglophone est plus difficile à atteindre pour des raisons qui tiennent aux critères de sélection des articles (thèmes, références attendues, forme d'écriture) et plus largement à l'absence de connexion entre les réseaux de recherche. Les publications en langue arabe concernent quant à eux des actes de conférence publiés localement ou des rapports d'expertise.

42 À la différence de l'ALBA, l'Université libanaise constitue donc un cadre propice à la structuration institutionnelle de la recherche en urbanisme. Le principal ressort de son développement est une politique de recrutement de docteurs formés pour l'instant à l'étranger et qui bénéficient de leur insertion dans des réseaux de recherche francophones. Mais les effectifs restent limités à quelques individus, l'appui institutionnel demeure ténu et l'isolement, y compris par rapport aux autres facultés de l'Université libanaise, constitue un facteur de faiblesse. L'implication dans la recherche appliquée, voire dans la consultance privée, est aussi un facteur limitant l'émergence d'un espace autonome de production scientifique.

### Les *urban studies* à l'AUB : un pôle de recherche rayonnant au-delà de l'espace libanais

43 La structuration d'un diplôme en urbanisme à l'AUB a commencé plus tardivement que dans les deux autres universités. Comme pour elles, le diplôme de master constitue une spécialisation offerte au sein de la faculté d'architecture et d'ingénierie à partir de 1999, sous l'impulsion de Howayda Harithi. Un enseignement de master en urbanisme avait vu le jour en 1971 en lien avec l'université de Sheffield, mais la guerre avait interrompu l'expérience (Saliba 2018). La relance de ce projet, dans le contexte de la reconstruction, traduit la volonté de répondre à ce qui est perçu comme un marché en développement à l'échelle régionale ainsi qu'un enjeu politique national. Il est rendu possible par l'intégration de Mona Harb et Mona Fawaz, jeunes chercheuses diplômées de l'AUB, alors qu'elles sont encore doctorantes, qui deviennent progressivement les chevilles ouvrières de ce diplôme. Deux spécialités sont proposées : Master of Urban Planning and Policy, Master of Urban Design. Cent trente étudiants ont été diplômés depuis 2001, répartis de manière à peu près égale entre les deux masters. Jusqu'en 2012, le nombre de diplômés est en moyenne de six, mais jusqu'à dix-huit en 2005, sans que ces variations s'expliquent

clairement. Entre 2013 et 2016, le nombre de diplômés par an oscille entre dix et vingt, ce qui montre une montée en puissance, avec une nette féminisation. L'originalité des programmes repose sur le développement d'un enseignement de sciences sociales avec une orientation critique et faisant une large place à l'enquête (collective ou individuelle dans les mémoires de recherche). Comme l'explique Mona Fawaz lors d'un entretien en octobre 2017, l'ambition est d'être « *the urban actor in a school of architecture* ».

44 Les recrutements de professeurs ne correspondent pas à proprement parler à des *tenures* mais témoignent néanmoins d'une stabilisation progressive des enseignants-chercheurs, dont le noyau compte quatre à cinq permanents, essentiellement de nationalité libanaise, souvent d'anciens diplômés de l'AUB. Certains enseignants intervenant dans ces masters peuvent appartenir à d'autres facultés (agronomie et paysage, santé publique, etc.). Il est fréquent que des professeurs étrangers passent quelques années dans le département. Les renouvellements et les promotions sont largement fondés sur la démonstration d'une activité de recherche internationale. Il est notoire que les professeurs de l'AUB publient régulièrement dans des revues anglophones majeures du domaine des études urbaines. La reconnaissance de leurs travaux est attestée par des invitations dans des conférences internationales, à siéger dans des comités, ou la réception de prix académiques internationaux[8].

45 L'AUB encourage la pratique de la recherche par l'octroi de financements sur projet. Depuis les années 2010, la création au sein de cette université de centres de recherche (Asfari Institute for Civil Society and Citizenship, créé en 2012, ou Issam Fares Institute for Public Policy and International Relations, créé en 2006) a permis de financer plusieurs initiatives des professeurs de l'AUB sur des durées pluriannuelles, comme, à partir de 2015 le programme Social Justice in the City (une référence aux travaux du géographe marxiste David Harvey, fameux dans les débats sur les études urbaines). Les enseignants de l'niversité américaine de Beyrouth obtiennent aussi des financements internationaux, seuls ou dans le cadre de projets partenariaux. Le programme précédent devient ainsi en 2019, le Urban Lab, notamment financé par la Ford Foundation. Ces moyens, très importants au regard de ceux dont disposent les autres universités, permettent le financement d'enquêteurs et d'assistants. L'un des objectifs est de les utiliser pour créer des infrastructures de recherche comme des bases de données pérennes. Les thématiques de recherche se sont diversifiées : centrées initialement sur l'histoire urbaine et la formation des quartiers populaires de la banlieue sud de Beyrouth, elles se sont élargies ces dernières années à diverses questions relatives à la reconstruction post-2006, l'action municipale, la politique du logement, les réfugiés syriens, la jeunesse urbaine, etc.

46 L'organisation de la conférence annuelle « City Debates », depuis 2002, a contribué à faire de l'AUB un centre de référence pour les questions urbaines à l'échelle libanaise mais aussi régionale et internationale. Cet événement réunissant des chercheurs locaux, régionaux et d'Europe ou des États-Unis a permis de discuter de nombreuses questions spécifiques à l'agenda des politiques urbaines au Liban mais en les replaçant dans une vision régionale et internationale. Ces travaux ont rarement fait l'objet de publications sous forme d'actes, comme il est fréquent dans les usages académiques des sciences sociales anglophones aujourd'hui (citons néanmoins Harb 2004 ; Fawaz 2006 ; Saliba 2015).

47 L'affirmation de l'AUB comme un pôle majeur des études urbaines au Liban s'explique à la fois par la concentration des moyens dont dispose cette université, par la stabilité de son noyau enseignant et la reconnaissance de son cursus à l'échelle libanaise, l'investissement des chercheurs et chercheuses sur la scène locale, non seulement par la recherche, y compris appliquée, mais aussi, on le verra dans la dernière section, par l'engagement militant. Mais cet essor est aussi largement dû à l'insertion de ces chercheurs dans l'espace international de la recherche urbaine. Si les liens avec la francophonie perdurent, c'est surtout l'accès aux ressources financières et symboliques offertes par l'*academia* anglophone qui tout à la fois illustre une reconnaissance et donne les moyens à ces chercheurs et surtout chercheuses de poursuivre ces activités.

48 Ce faisant, Beyrouth prend place sur la carte des études urbaines globales et en devient même l'un des hauts lieux, au risque d'oblitérer la diversité des villes libanaises. En effet, la concentration des institutions universitaires à Beyrouth, combinée aux mécanismes propres aux institutions de financement et aux revues internationales, conduit à une

surreprésentation, dans les recherches menées et surtout publiées au sujet du Liban, de sa capitale[9].

## Coproductions et traductions des savoirs urbains

49 Une des particularités des études urbaines est que les universitaires ne sont pas en position de monopole en matière de production de la connaissance. Cette affirmation renvoie, dans la plupart des travaux, au fait que les pouvoirs publics jouent un rôle essentiel d'orientation des recherches, par la commande d'études destinées à connaître les contextes de l'action publique ainsi que d'évaluer ses résultats (Scherrer 2010). C'est dans ce contexte que Stéphane Van Damme (2005) évoque deux modalités opposées : la première correspond à une forme d'instrumentalisation des savants par les autorités administratives, par la création d'institutions et l'enrôlement de professionnels visant à produire un savoir répondant directement à leurs besoins ; dans l'autre, ces productions sont des co-constructions, où les savants s'efforcent de construire des coalitions d'intérêts avec les administrations autour d'outils, de méthodes et de corpus de données qui correspondent à leur projet scientifique et parfois, en même temps, politique. Ce face-à-face entre les savants et les pouvoirs publics omet toutefois une autre modalité dans la production des savoirs urbains et leur utilisation : l'émergence d'un militantisme urbain critique, utilisant les savoirs existants, voire en produisant de nouveaux, dans la finalité d'assigner d'autres objectifs à l'action publique. Nombre de travaux ont identifié les contextes, les registres d'action et les orientations idéologiques de ces mouvements dans de nombreuses arènes urbaines (Douay & Prévot 2012).

50 Le cas du Liban se prête particulièrement bien à un examen de la diversité de ces formes de production de savoir urbain entre l'université, où la discipline de l'urbanisme tend à prendre une place majeure, les institutions engagées dans l'élaboration des politiques publiques et la sphère du militantisme critique. Alors que des travaux récents sur le pays insistent sur les ruptures qu'introduit la conjonction entre un savoir universitaire critique et des mobilisations militantes (Harb 2018), on fera ici l'hypothèse d'une forte circulation des acteurs entre ces lieux et ces contextes, passant de registres académiques à des registres de consultants ou de militants. À une vision en termes d'espaces relativement disjoints et aux logiques spécifiques il est alors préférable de substituer l'idée de continuum de pratiques de traduction entre les formes et logiques de savoirs urbains que suggère la réflexion sur l'exemple sud-africain proposée par Parnell et Pieterse. Trois moments structurent cette analyse : l'examen des formes d'engagement dans les institutions de l'action publique débouchant sur une coproduction des savoirs ; celui des formes d'engagement critique contre les politiques promues par les autorités publiques ; enfin celui des nouveaux contextes et registres de production et de restitution des savoirs urbains au cours des quinze dernières années.

### Des institutions en quête de savoirs pour l'action publique urbaine ?

51 Dans le domaine des études urbaines, on pourrait s'attendre à ce que la faiblesse généralement reconnue de l'État au Liban se traduise par l'inexistence d'initiatives publiques de production de savoirs urbains. Ainsi, l'État ne produit que très peu de données statistiques, ce qui est particulièrement vrai au niveau des villes, où pratiquement aucune information statistique fiable et homogène n'existe (Verdeil, Faour & Hamzé 2016). Néanmoins, la recomposition de l'action publique territoriale au cours des années d'après la guerre civile engendre divers dispositifs de production de connaissances. Ils associent des administrations responsables des actions de développement, à l'échelle nationale comme à l'échelle locale, des organisations internationales et non gouvernementales, des universitaires mais aussi des consultants dans des partenariats aux contours variés et évolutifs.

### Le SDATL comme moment de production d'un savoir partagé sur les villes au Liban

52 Face aux grands défis de l'après-guerre civile, accrus par une reconstruction très peu pilotée par l'État, le gouvernement libanais et les administrations responsables de l'urbanisation, le Conseil du développement et de la reconstruction (CDR) et la Direction générale de

l'urbanisme (DGU), lancent en 2002 un projet de Schéma d'aménagement du territoire libanais (SDATL). Il s'agit de la réponse à une attente exprimée de longue date, avant et pendant le conflit civil, par des cadres de l'administration au sein de la Direction générale de l'urbanisme et du Conseil du développement et de la reconstruction, tout comme de l'Ordre des ingénieurs, par la voix de plusieurs de ses présidents. L'un des défis essentiels de cette étude est de disposer de données statistiques. Même quand elles existent, la difficulté est d'y accéder en raison de leur dispersion entre différentes administrations très cloisonnées. Les règles administratives utilisées par certains acteurs pour construire des monopoles sur ces ressources constituent un casse-tête.

53 La composition de l'équipe responsable de ce projet et le contexte politique vont permettre de trouver une solution à cette question et, ce faisant, d'aboutir à la production d'un savoir largement partagé. Le consortium responsable du projet SDATL associe un consultant étranger, l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région Île-de-France (IAURIF), un bureau d'études multidisciplinaire libanais, Dar al-Handasah, et divers autres consultants locaux, économistes, statisticiens, environnementalistes, etc. La constitution de cette équipe ne résulte pas d'une logique d'appel d'offres mais d'une commande négociée entre les responsables des administrations concernées et les principaux consultants. Elle s'appuie sur des connivences intellectuelles et personnelles comme sur des intérêts partagés au fil de précédentes collaborations : l'IAURIF intervient au Liban sur différents projets d'aménagement depuis 1965 et a participé à plusieurs études majeures à Beyrouth lors de la reconstruction. Ses experts, qui fréquentent régulièrement le Liban comme Fouad Awada, lui-même libanais, ou Éric Huybrechts, qui a d'ailleurs dirigé l'Observatoire urbain au CERMOC de 1996 à 2000, entretiennent des relations étroites avec certains responsables administratifs. Dar al-Handasah est un bureau d'études très réputé qui est également intervenu à l'occasion de plusieurs missions lors de la reconstruction du pays après la guerre de 1975-1990. Certains consultants du consortium se sont par ailleurs engagés dans les débats critiques sur la reconstruction (par exemple l'économiste Kamal Hamdan).

54 Grâce au climat de confiance permis par les expériences communes et les références partagées, jouant de logiques de réciprocité dans les échanges d'information, les animateurs du consortium convainquent la plupart des partenaires au sein de l'administration et des bureaux d'études privés de donner accès aux données existantes. Dans un partenariat étroit avec le Centre national de télédétection du CNRS Liban et l'Observatoire urbain de l'Ifpo, ils mettent au point une base de données géographiques qui permet de localiser, de cartographier et de comparer ces données à l'échelle locale. Cette base sera ensuite largement partagée avec les universitaires et chercheurs qui en feront la demande, à l'encontre des habitudes existantes de rétention de l'information.

55 L'originalité de cet exemple réside dans le rôle central des consultants dans la production de connaissance, l'administration elle-même étant relativement passive dans le processus. Loin de se réduire à un phénomène de privatisation des savoirs urbains, l'intervention de professionnels privés dans les études sur l'aménagement urbain au Liban se comprend par le fait que ces derniers se pensent de longue date comme coproducteurs de l'action publique et en partagent les valeurs, voire les co-construisent depuis la période des années 1960 lors de la présidence Chéhab (Verdeil 2006 ; 2008 ; 2011)

### L'émergence de nouvelles formes de gouvernance localisées et la production de savoirs urbains

56 À partir des élections municipales de 1998, les premières depuis 1963, la question de la décentralisation de la gouvernance territoriale devient une question publique (Salem & Messara 1996 ; Favier 2001 ; Harb & Atallah 2015 ; Farah *et al.* 2016). Le rôle accru des municipalités et des unions municipales d'une part, et les offres de coopération de la part des organisations internationales d'autre part, suscitent de nombreuses initiatives et nouvelles formes d'action publique, telles que des plans stratégiques locaux, des projets de développement, des actions participatives pour la définition des priorités d'aménagement local, etc.

57 Les évolutions de l'action publique et la complexification de la gouvernance aboutissent à un besoin de recherche, qui porte non seulement sur les données urbaines mais aussi sur les formes mêmes de l'action publique. Cela entraîne l'émergence d'un marché très important pour les agences de consultation spécialisées mais aussi, directement ou

indirectement, pour les enseignants-chercheurs universitaires dans ce domaine qui sont recrutés comme sous-traitants, évaluateurs, médiateurs, etc.

58 Les actions développées par l'antenne libanaise de UN-Habitat offrent des exemples des nouveaux types de savoirs produits – parmi bien d'autres dispositifs. Cette agence a ainsi édité un guide de la planification urbaine stratégique en lien avec la montée de ces nouveaux enjeux de gouvernance locale. En 2009, ce travail a été confié, sur appel d'offres, à un bureau de consultation dirigé par Léon Telvisan, professeur en urbanisme de l'Université libanaise. Son équipe transpose et développe une méthode testée et ajustée au sein de l'université lors d'ateliers d'étudiants avec diverses municipalités depuis une dizaine d'années, et poursuivie depuis. Cet exemple montre que l'enrôlement d'universitaires par les institutions de l'action publique urbaine ne se résume pas à une pure instrumentalisation mais offre à ces derniers non seulement l'accès à des ressources économiques appréciables sur un marché de l'emploi considéré comme peu rémunérateur, mais aussi l'occasion d'approfondir des savoirs développés d'abord en contexte académique.

59 Un autre exemple de ces nouvelles démarches est offert par plusieurs initiatives visant à établir des observatoires urbains, forme typique de l'instrumentalisation des méthodes académiques par les pouvoirs publics. Ainsi la ville de Tripoli et ses voisines, au sein de l'union municipale Al-Fayha, ont créé en 1996 un Observatoire de l'environnement de Tripoli, largement développé avec des universitaires et dont l'objectif est « la diffusion et le partage des données avec les principales administrations et acteurs sociaux et économiques de la ville » (Farah *et al.* 2016, p. 98). Selon Jihad Farah, qui s'est particulièrement intéressé à ces dispositifs, « l'efficacité de [cet outil] est moins dans la qualité de l'information et son appropriation par les acteurs que dans sa capacité à instiguer et consolider une dynamique de réflexion collective sur la ville et ses problèmes » (*Idem*). À la différence d'une démarche experte classique où les données, traitées selon les méthodes des sciences sociales, orientent l'action publique par les certitudes scientifiques qu'elles fournissent, leur effet est ici de l'ordre de la création d'une médiation, d'un espace d'échanges délibératifs permettant l'amorçage des collaborations et d'actions collectives. Cet exemple illustre donc une forme de traduction entre logique savante et logique politique dont l'enjeu n'est plus tant le savoir en tant que tel que la transformation des logiques décisionnelles à l'échelle locale.

60 Contrairement à ce que la faible implication de l'État central ou local dans la gestion des affaires urbaines au Liban pourrait laisser penser, les administrations concernées ne sont donc pas inactives dans la structuration des études urbaines. Les catégories de l'instrumentalisation ou de l'enrôlement des experts universitaires au service de l'action publique ne rendent pas compte de logiques plus complexes, où la coproduction des savoirs impliquant non seulement les responsables administratifs mais aussi diverses agences internationales et tout un réseau de consultants qui peuvent être eux-mêmes des universitaires fait de ces derniers les médiateurs d'une action publique transformée. Cela ne veut pas dire qu'elle produit des résultats satisfaisants, comme le montre la section suivante.

## La persistance de l'engagement critique contre les politiques urbaines

61 Au-delà de la question de la recherche utile ou appliquée, les transformations de la recherche urbaine au Liban permettent aussi de réfléchir aux formes d'articulation entre militantisme et production de savoir. Les questions urbaines sont en effet devenues un sujet majeur de mobilisation. Les protestations contre le projet de reconstruction du centre-ville, dans les années 1990, ont été suivies à partir du milieu des années 2000 de nombreuses autres actions de protestation et de résistance contre des politiques urbaines ou projets d'aménagement, à l'initiative de militants pionniers ou issus de générations montantes recrutant en partie parmi les universitaires des études urbaines ou leurs anciens étudiants. À cet égard, le Liban n'est pas une exception : partout dans le monde, les enjeux urbains suscitent un regain d'activisme qui passe par des formes de mobilisation et de luttes impliquant parfois de nouveaux langages et formes d'organisation politique (Lussault 2013 ; Douay 2012). Les révoltes du tournant des années 2010 dans le monde arabe et méditerranéen ont constitué un moment privilégié de l'essor et de la visibilité de tels mouvements dans la région, avec un élargissement du nombre d'acteurs, une diversité

des combats et un renouvellement des formes d'action (Stadnicki 2015). En Égypte, certains activistes réfléchissent à capitaliser les leçons de ces actions et des savoirs ainsi produits, comme lors de la conférence organisée par le groupe Cluster en 2013 au Caire, avec une visée internationale (Stryker, Nagati & Mostefa 2013 ; Nagati & Stryker 2013).

62 De la reconstruction qui suit la guerre de 2006 à celle du camp de Nahr el-Bared en 2007, des combats pour la défense du patrimoine urbain à Beyrouth ou Tripoli à ceux pour l'ouverture du Bois des Pins, de la défense contre la construction illégale du littoral dans la capitale et dans d'autres localités, ou encore pour la revendication d'une gestion des déchets respectant l'environnement lors de la « crise des ordures » de 2015, un grand nombre de mouvements peu structurés mobilisent depuis près de vingt ans autour des politiques urbaines, certains de leurs acteurs entrant dans le combat électoral. C'est le cas avec la liste Beirut Madinati (Beyrouth ma ville) qui se présente aux élections municipales de Beyrouth en 2016, dans l'élan des mobilisations contre les déchets de 2015 mais aussi d'autres luttes menées depuis 2005 (Karam 2006 ; Harb 2018). Ces mobilisations témoignent en premier lieu d'un renouvellement générationnel parmi les militants, qui se traduit par la mise à jour des référentiels idéologiques et l'évolution des registres d'action (Verdeil 2012).

63 Aux militants historiques de la lutte contre le projet de reconstruction du centre-ville, engagés dans la vie professionnelle le plus souvent avant la guerre, succèdent deux générations de militants : d'abord, les professionnels de l'aménagement et de l'urbanisme, enseignants dans les universités ou actifs dans le monde professionnel qui ont commencé à travailler pendant et après la guerre, ou sont revenus d'expatriation au moment de la reconstruction. Les enseignants et professionnels intervenants dans la Reconstruction Unit de l'AUB, en 2006, appartiennent à ce groupe. À côté d'eux émerge une autre génération, plus jeune. Ils et elles ont parfois été les étudiants des précédents sur les bancs de l'université (Al-Harithy 2010). Ils et elles sont au premier rang des nouvelles démarches militantes et en inventent les nouveaux langages. Ils et elles se distinguent aussi très clairement en termes de genre : alors que les militants historiques ne comptent pratiquement aucune femme, elles sont nombreuses dans les mouvements suivants, aussi bien chez les chercheurs et universitaires que parmi les simples militants. Ceci reflète largement la féminisation marquée des étudiants dans les formations universitaires étudiées ci-dessus.

64 Entre ces trois générations, il existe des héritages et des continuités. Ainsi, Jad Tabet écrivait-il en 2016 sur Facebook, après le résultat assez inattendu de la liste Beirut Madinati aux élections municipales (32 % des suffrages) :

> Beirut Madinati plonge ses racines dans plusieurs années de luttes urbaines pour que Beyrouth reste vivable et pour améliorer la qualité de vie de ses habitants. Pour ceux de ma génération qui, depuis plus de 20 ans ont mené tant de combats et connu tant de défaites, ce qui s'est passé ces dernières semaines paraît presque magique. (Facebook, conversation archivée sur https://seenthis.net/messages/489391 [archive]).

65 Pourtant, les anciens et leurs batailles sont mal ou peu connus des plus jeunes, en particulier au-delà des milieux d'architectes et d'ingénieurs. Abir Saksouk, une militante de la génération d'après-guerre, diplômée de l'AUB en architecture en 2005, en témoigne. Le même Jad Tabet a alors été élu, en mai 2017, à la présidence de l'Ordre des ingénieurs et architectes, au nom de la plateforme Naqabati (mon ordre), qui s'inscrit dans la continuité de Beirut Madinati, et a été fortement soutenu par les groupes de militants investis dans les luttes urbaines évoquées ci-dessus, contre les représentants des partis coalisés.

> ***Abir Saksouk :*** *I think I'm the last one in this generation that knew of this debate [Solidere] and of Jad Tabet. Anyone younger than me in the campaign did not really know Jad Tabet, was not familiar with this entire thing. […] within Naqabati, there was always this struggle… No, it's not a struggle. It's a constructive struggle between the young generation and the old guard. The people… the engineers and architects who are in their forties, fifties and sixties who went through this process with Assem Salam in the 1990s when he won the elections and are still very reminiscent of it and the younger generation who was like, almost fuck you. We work very differently. We have different ideas. […]*
>
> ***Interviewer :*** *Solidere, is it a debate for you ?*
>
> ***Abir Saksouk :*** *No, Solidere is like this lost battle. Why do you want to talk about Solidere anymore ? We can't do anything in it. I mean there are so many things happening*

*everywhere in this country. There's nothing to do about Solidere anymore.*

66 La lutte contre Solidere, l'entreprise chargée de la reconstruction du centre-ville de Beyrouth, est une bataille perdue et oubliée, et « personne ne connaît réellement Jad Tabet », du moins avant la campagne de Naqabati qui a provoqué un brassage inhabituel des générations et cristallisé un sentiment d'appartenance professionnelle structuré par les questions urbaines. Si quelques militants gardent la mémoire des combats passés, les questions se posent toutefois en termes différents.

67 De fait, ce changement générationnel va de pair avec un travail de critique et de mise à jour des référentiels de l'aménagement du Liban, et notamment de son inclination aux actions infrastructurelles lourdes, génératrices de grands travaux, donnant lieu à une exploitation immodérée des ressources naturelles. Ces approches sont critiquées au nom du paradigme environnemental et de la ville durable, qui propose de privilégier les transports collectifs et de préserver les espaces naturels (Verdeil 2012).

68 Une autre thématique essentielle de ces manières renouvelées de penser la ville est la question du droit à la ville, qui émerge dans les travaux d'universitaires libanais s'affirmant dans les années 2000 (Fawaz 2009 ; 2013). La question de l'accès au logement devient un enjeu central de la réflexion. Cela structure l'action de collectifs à cheval entre la recherche et le militantisme, comme Public Works qui lance un site web observatoire des évictions du logement entrainées par la loi de 2014 supprimant le blocage des loyers[10].

## Vers des savoirs coproduits par la participation des citadins

69 Le cadre d'analyse de la *translational urban praxis* (Parnell & Pieterse 2016) invite à considérer ces pratiques militantes critiques comme des formes de recherche en continuité et en complémentarité avec les pratiques de recherche académiques. Elles expriment d'abord un « pragmatisme méthodologique », nécessaire pour faire advenir de nouvelles connaissances sur la ville, en complément des approches méthodologiques traditionnelles. Participation, coproduction et collaboration sont ici mobilisées, brouillant les limites statutaires entre chercheurs professionnels, militants, acteurs engagés (politiciens ou représentants d'ONG) et bien sûr habitants. Ces méthodes procèdent de la remise en cause des modèles d'action urbanistique. La dénonciation du projet Solidere s'appuyait largement sur la référence aux politiques urbaines et d'aménagement du territoire menées sous la présidence de Fouad Chéhab, qui incarnait un idéal d'État fort, cherchant à unifier la nation libanaise autour d'un paradigme modernisateur et intégrateur, s'opposant aux intérêts privés. Dans cette perspective, les professionnels de l'urbanisme prétendaient incarner l'intérêt général et valorisaient des instruments classiques comme le schéma d'aménagement, pourvu qu'il s'appuie sur une expertise éclairée et scientifique. Or, cette vision centralisée, reposant sur un savoir expert, est contestée par les nouvelles générations de professionnels et d'universitaires, par exemple lors des débats sur l'établissement du Schéma directeur d'aménagement du territoire libanais. Ils lui reprochent son approche *top-down*, sans participation des habitants[11].

70 À l'encontre de ces savoirs experts, les nouveaux protagonistes des études urbaines s'efforcent de mettre en avant des méthodes de coproduction des savoirs avec les habitants et les bénéficiaires (ou les victimes) de l'aménagement, basées sur notamment sur les récits de vie, comme dans cet exemple :

> ***Abir Saksouk :*** *And so we started doing it by collecting narratives of old people who lived in these homes for more than 50 years and what it means for them to have a claim over the neighborhood, a claim over the city and what it means for these people to be evicted at this age. […] We're developing an anti-eviction map of Beirut. It's an online platform, an interactive map where people go access it and enter the data and anywhere they are and you start seeing the scale of evictions on a city-wide scale so you start to push for the idea that evictions that are happening due to the new rent law are not a case by case.*

71 Dans d'autres exemples, plusieurs initiatives militantes ont permis d'associer les habitants à la définition des projets de reconstruction à l'échelle individuelle ou à celle de quartiers entiers : ce fut le cas au Sud-Liban après la guerre de 2006 à Bint Jbeil (Al-Harithy 2010) et à Aita Chaab (Saksouk Sasso, Bekdache, Sheikh Hassan & Al-Harithy 2010), ainsi que dans le camp palestinien de Nahr el-Bared (Grisel & Michelon 2010). Dans ces cas, la participation des habitants consiste également en la production d'une connaissance stratégique pour le projet, en restituant soit des informations spatiales et sur

l'appropriation des lieux, qui n'avaient pas été cadastrés dans le cas de Nahr el-Bared ; soit des informations sur les pratiques des espaces publics et collectifs, à Bint Jbeil ; ou encore une reconstitution des espaces privés à reconstruire ainsi que des pratiques constructives associées. Dans cet exemple, le lien est direct et stratégique entre la production de connaissance et l'orientation de la reconstruction vers une alternative à la reconstruction sur une table rase[12].

### Vers de nouvelles formes d'écriture et de diffusion de la recherche urbaine

72 L'exploration et la promotion de nouvelles formes d'écriture et de diffusion de la recherche sont un volet essentiel des pratiques de traduction identifiées par Parnell et Pieterse, et un enjeu qui est largement revendiqué par cette génération des chercheurs en études urbaines au Liban. D'une part, on retrouve les classiques utilisations des réseaux sociaux. D'autre part, il faut souligner des formes d'expression inédites, usant d'une écriture simplifiée, utilisant plus systématiquement l'arabe et recourant à l'art et au design graphique.

73 Plusieurs travaux de chercheurs universitaires et non-universitaires ont fait l'objet de publications en collaboration avec des journaux, comme la recherche sur les dispositifs de sécurité à Beyrouth en 2009 ou une recherche sur l'utilisation informelle des espaces publics pour les activités de loisirs des enfants dans la ville, en 2015, plusieurs comme supplément du quotidien *al-Safîr* (Fawaz, Harb & Gharbieh 2009 ; Fawaz 2015). Des expositions publiques ont également accompagné la publication de ces recherches. Les travaux du groupe Public Works, déjà évoqués, prennent la forme d'ouvrages courts, voire des brochures, sans appareil critique, publiés rapidement après l'achèvement des recherches, avec des mises en page valorisant le graphisme, en arabe. L'exigence de formes d'écriture plus diverses et plus appropriables par des publics pluriels se fait sentir également dans les institutions universitaires. Au sein de l'AUB, le Issam Farès Institute ou le Asfari Institute proposent ainsi non seulement des *working papers* divulguant les résultats des recherches menées en leur sein mais aussi des documents directement pensés pour un public élargi, des *policy briefs* ou des infographies. Le *policy brief* « You Can Stay in Beirut », qui explore des schémas juridiques pour limiter l'impact de la loi de libéralisation des loyers, en est un exemple (Fawaz, Salamé & Serhan 2018).

74 Illustrant aussi l'articulation entre recherche et implication du public tant au niveau de la production des études que de leur diffusion, le recours à des formes d'expression artistique représente une voie inédite utilisée par certains groupes de chercheurs en études urbaines. L'action du groupe Dictaphone s'inscrit dans cet esprit, mêlant performance théâtrale sur site, balade maritime visant à révéler et localiser les infractions à la législation sur l'occupation du littoral beyrouthin, tout en les référant aux pratiques de loisirs des habitants de Beyrouth :

> ***Abir Saksouk :*** *So for example, when we wanted to work on issues of access to the sea in Beirut, the project took the shape of a boat ride that takes users from one place on the seafront or another. This was very much informed by the research methodology where part of the oral history that we collected was how much this social and cultural practice of going on a boat and taking a tour of the coast was something very much historically grounded in Beirut. […] So we decided that the art intervention is actually taking people on this boat ride and because the project very much was grounded through a mapping of the seafront of why are we not able to access these beaches ? How can we reclaim our rights to them ? What was the legal framework that enabled this banning or closing off of the coast ?*

75 Médiatisées sur les réseaux sociaux, ces revendications et ces actions illustrent la volonté d'impliquer beaucoup plus directement la population, celle qui est directement concernée comme la population urbaine, non seulement par une manifestation sur l'espace public mais par un engagement de la sensibilité individuelle.

76 Les tendances analysées dans cette section, qui souligne le renouvellement générationnel et des thèmes de réflexion en lien direct avec les luttes urbaines animées par des activistes, s'inscrivent clairement dans l'espace des études urbaines. Ce mouvement s'appuie sur deux grandes mutations qui ne sont pas spécifiques au cas libanais. La première est le recours croissant à des méthodes de coproduction d'information avec les usagers et habitants de la ville, non seulement pour pallier l'absence de certains types d'informations mais aussi par volonté d'informer la connaissance et l'action par l'expérience des citadins. La deuxième est la multiplication de nouveaux formats de diffusion de la recherche, en variant les modalités

d'écriture et en s'ouvrant à des formes plus sensibles de communication, incluant le design et l'art vivant.

## Conclusion

77 Après avoir proposé une lecture implicitement chronologique de l'émergence et de la structuration des études urbaines au Liban, cette conclusion souhaite revenir plus explicitement sur la grille d'analyse initiale, dont les différents points ont été abordés au fil de ce texte.

78 Partons de la tension entre globalisation des formes de structuration scientifique et capacité des études urbaines à prendre en compte les enjeux locaux. L'analyse proposée a mis en évidence que les controverses publiques concernant les questions urbaines et d'aménagement ont joué un rôle moteur dans l'émergence et la structuration d'un espace intellectuel et académique spécifique. D'abord, avec les interrogations sur la guerre et les débats sur la reconstruction du début des années 1990, qui conduisent des architectes, des intellectuels et quelques étudiants à poser la ville, son histoire, sa composition démographique et sociale ainsi que son organisation future en objet d'étude. Par la suite, les controverses sur la reconstruction de 2006, l'aménagement et l'utilisation des espaces publics maritimes ou naturels, l'organisation d'un service urbain essentiel comme celui de la collecte des déchets conduisent à l'émergence de nouvelles thématiques et de nouveaux paradigmes pour produire les savoirs urbains. Au fil du temps, les professionnels, notamment les architectes, continuent d'occuper un rôle majeur, mais ils sont rejoints par des universitaires en urbanisme, dont les méthodes d'analyse sont plus explicitement marquées par les sciences sociales qu'auparavant, dans la lignée des études urbaines / *urban studies* telles qu'elles se structurent, avec des variations nationales, en Europe ou aux États-Unis. Ceci introduit une évolution des formes d'expression et de publication de ce savoir.

79 D'un côté, la production des études urbaines se normalise. Les actes de colloque ou les articles de presse (ou de revues grand public), forme d'expression dominante dans les années 1990, cèdent le pas face à des thèses (parfois publiées, surtout en français) et articles de revues internationales (de plus en plus en anglais). D'un autre côté, les producteurs de savoir des études urbaines, conscients du caractère codé et de la difficulté d'accès à ces écrits, développent de nouvelles formes d'expression en direction du public, de la classe politique ou des organisations internationales, dans la presse, sur Internet mais aussi à travers des registres d'expression passant par l'art, dans l'espace public ou sur Internet. La langue privilégiée sur ces médiums est alors l'arabe. Ces évolutions constituent une réponse originale au défi du « *publish globally perish locally* » (Hanafi 2012), qui permet une implication originale des intellectuels et universitaires dans l'espace public. Il resterait toutefois à évaluer la manière dont cet investissement est perçu par les différents publics, que les chercheurs et chercheuses entendent installer comme des coproducteurs et des destinataires directs de la recherche. Sur ce point, des recherches complémentaires sur l'impact des mobilisations politiques et des mouvements sociaux urbains sont nécessaires.

80 Un deuxième thème d'analyse concerne le poids des déterminations externes dans la construction du champ des études urbaines sous l'angle des circulations et des aires d'influence. Il faut ici insister sur le fait que la structuration d'un débat sur la ville au Liban et l'institutionnalisation des études urbaines dans l'espace universitaire ne peut se comprendre que comme le reflet chronologiquement décalé d'un mouvement d'institutionnalisation similaire en Europe et aux États-Unis. L'urbanisme universitaire français se construit en opposition à l'architecture. C'est similaire, avec des variantes, dans le monde anglo-américain. Les Libanais qui font leurs études à l'étranger pendant les années de guerre ou les années 1990 sont exposés à ces transformations et ils vont les importer à leur retour et durant leur installation universitaire. Mais ce mouvement va exclusivement s'inscrire, au Liban, dans l'espace des facultés d'architecture et la nouvelle discipline, *de facto*, s'adresse essentiellement aux architectes désireux de compléter leur formation. En contrepoint, malgré l'intérêt pionnier des historiens libanais pour la question urbaine en lien avec la guerre civile, les disciplines des sciences sociales ne s'approprient pas l'objet ville. Au-delà de cette originalité commune, l'espace universitaire des études urbaines au Liban apparaît néanmoins partagé entre ces deux influences. L'ALBA et l'Université libanaise s'inspirent des approches françaises, renforcées par le

CERMOC / Ifpo, les liens constants avec les universitaires français et les séjours pour études doctorales en France ou dans l'espace francophone. Le modèle anglophone est quant à lui en phase ascendante, et sans doute symboliquement dominante, en raison de la montée en puissance des masters d'*urban design/planning and policy* délivrés par l'AUB et de l'implication de ses enseignants et anciens étudiants dans l'espace public. Les États-Unis et le Royaume-Uni constituent de plus en plus des espaces de formation alternatifs à l'espace francophone pour les études urbaines. L'anglais s'impose progressivement comme *lingua franca*, ou du moins comme langue dominante, dans ce domaine comme dans la plupart des autres SHS.

81 Un corollaire de cette réflexion sur les circulations internationales porte sur la place du Liban dans l'espace international des études urbaines. La réflexion de Parnell et Pieterse sur la portée des pratiques de traduction de la recherche en fonction des spécificités du contexte africain, en termes de méthodes comme de formes d'écriture, conduit à se demander si les mutations de la recherche urbaine au Liban s'accompagnent d'une reconnaissance et d'une insertion globale ou du moins internationale. À cet égard, on peut faire deux observations complémentaires. D'une part, on note quelques initiatives de chercheurs des études urbaines au Liban visant à s'inscrire dans une échelle de discussion régionale, comme sur la question de la décentralisation (Harb & Atallah 2015) ou sur les approches d'*urban design* (Saliba 2015). Toutefois, ce type d'initiatives apparaît relativement limité. Si le monde arabe constitue bien un espace privilégié de comparaison et d'internationalisation pour les études urbaines libanaises, les universitaires et institutions de ce pays en sont rarement les initiateurs et tendent à s'inscrire dans des projets en ce sens généralement portés par des institutions européennes ou américaines. D'autre part, il convient en contrepoint de souligner que la recherche urbaine au Liban n'est pas une recherche libano-centrée, ni même arabo-centrée et qu'elle s'inscrit de plus en plus clairement dans des paradigmes internationaux, tant sur le plan méthodologique que théorique. Le Liban et ses villes sont alors souvent présentés non plus comme des lieux exceptionnels, échappant aux théorisations communes, mais au contraire comme des lieux à partir desquels critiquer, approfondir et renouveler les paradigmes dominants. Les travaux récents sur l'informalité urbaine, sur les réfugiés ou la gouvernance territoriale en apportent l'illustration (Deeb & Harb 2013 ; Farah & Teller 2015 ; Fawaz 2016).

82 Le troisième et dernier thème de l'analyse concerne le rapport à l'action publique. Cette dimension est structurelle aussi bien dans l'enseignement que dans les interventions des acteurs des études urbaines dans les débats ou lors de leur collaboration avec les autorités publiques. Plusieurs modalités de coopération apparaissent : les administrations sont par nature des lieux de production de données mais elles ont besoin des consultants et des universitaires pour les aider à leur donner sens et les transformer en savoir. L'épisode du SDATL a représenté à cet égard un moment révélateur. Par ailleurs, de nombreux acteurs de la recherche urbaine, universitaires ou non, sont associés aux institutions locales, aux ONG ou aux centres de recherche appliquée pour produire des savoirs ou des méthodes, relatifs à l'organisation sociale et spatiale ou à l'action sur le territoire. Si ces mobilisations peuvent s'analyser comme une forme d'instrumentalisation des chercheurs, il est plus juste de les voir comme des formes de coproduction, d'élargissement de méthodes et d'analyses développées par les chercheurs dans les contextes académiques et qui trouvent dans ces sollicitations des occasions d'approfondissement. Dans certains cas, il peut s'agir aussi de voies d'influence pour des approches militantes portées par des chercheurs visant à transformer l'action publique en co-construisant avec les habitants des connaissances inédites, illustrant la fécondité d'approches participatives.

83 L'émergence et l'institutionnalisation des études urbaines ont rarement été analysées dans le contexte des pays non occidentaux (*a fortiori* arabes), structurellement marqués par les lacunes et les faiblesses de l'institution universitaire, partant par un manque d'autonomie des chercheurs. L'exemple du Liban illustre la position de dépendance d'un petit pays, fortement déterminé par des tendances globales de transformation de la science, dans ses thèmes, ses modes de structuration, ses formes d'expression. Néanmoins, ce cas illustre aussi des formes de structuration originales, par le poids des praticiens dans l'émergence de ce domaine de savoir, par le poids de l'organisation universitaire existante (la centralité des facultés d'architecture), le développement d'un militantisme lui-même producteur de

savoirs ainsi que le rôle des chercheurs dans la production et la codification d'un savoir pratique.

## Bibliographie

Des DOI sont automatiquement ajoutés aux références par Bilbo, l'outil d'annotation bibliographique d'OpenEdition.
Les utilisateurs des institutions qui sont abonnées à un des programmes freemium d'OpenEdition peuvent télécharger les références bibliographiques pour lequelles Bilbo a trouvé un DOI.
Format
APA
MLA
Chicago
Le service d'export bibliographique est disponible aux institutions qui ont souscrit à un des programmes freemium d'OpenEdition.
Si vous souhaitez que votre institution souscrive à l'un des programmes freemium d'OpenEdition et bénéficie de ses services, écrivez à : contact@openedition.org

Akl Ziad & Beyhum Nabil (2009), *Conquérir et reconquérir la ville ? L'aménagement urbain comme positionnement des pouvoirs et contre-pouvoirs*, [Tripoli], université de Balamand.

Akl Ziad & Davie Michael F. (dir.) (1999), *Questions sur le patrimoine architectural et urbain au Liban*, Tours, France, Liban, université Francois Rabelais, URBAMA.

Al-Harithy Howayda (dir.) (2010), *Lessons in Post-War Reconstruction. Case Studies from Lebanon in the Aftermath of the 2006 War*, London, Routledge.

Alsayyad Nezar (1996), « The Study of Islamic Urbanism : an Historiographic Essay », *Built Environment*, vol. 22, n° 2, p. 91-97.

Amiot Michel (1986), *Contre l'État, les sociologues. Éléments pour une histoire de la sociologie urbaine en France. 1900-1980*, Paris, Éditions de l'EHESS.

Aurenche Olivier & Métral France (2010), « Lyon, Beyrouth, Damas et retour. Chronique de parcours croisés de chercheurs et d'universitaires », Emmanuelle Perrin (dir.), *L'Orient des Lyonnais*, Lyon, MOM Éditions, coll. « Orient-Méditerranée », p. 213-226.

Beyhum Nabil (1991a), *Espaces éclatés, espaces dominés ? Étude de la recomposition des espaces publics centraux de Beyrouth de 1975 à 1990*, Lille, A.N.R.T.

Beyhum Nabil (dir.) (1991b), *Reconstruire Beyrouth. Les paris sur le possible*, Lyon, Maison de l'Orient et de la Méditerranée Jean Pouilloux, coll. « Études sur le monde arabe », n° 5.

Format
APA
MLA
Chicago
Le service d'export bibliographique est disponible aux institutions qui ont souscrit à un des programmes freemium d'OpenEdition.
Si vous souhaitez que votre institution souscrive à l'un des programmes freemium d'OpenEdition et bénéficie de ses services, écrivez à : contact@openedition.org

Boisseuil Clément (2018), « Les études urbaines en France ? Une méthodologie sans discipline ? », *Environnement urbain / Urban Environment*, vol. 13. [En ligne] http://journals.openedition.org/eue/2152
DOI : 10.7202/1052704ar

Bourdin Alain & Chedid Rita (dir.) (2020), *Comment la mondialisation transforme les villes*, Beyrouth, Les Éditions de l'ALBA/université de Balamand.

Format
APA
MLA
Chicago
Le service d'export bibliographique est disponible aux institutions qui ont souscrit à un des programmes freemium d'OpenEdition.
Si vous souhaitez que votre institution souscrive à l'un des programmes freemium d'OpenEdition et bénéficie de ses services, écrivez à : contact@openedition.org

Bourgey André (1985), « La guerre et ses conséquences géographiques au Liban », *Annales de géographie*, vol. 94, n° 521, p. 1-37.
DOI : 10.3406/geo.1985.20299

Claude Viviane (2006), *Faire la ville. Les métiers de l'urbanisme au* xx*e siècle*, Marseille, Éditions Parenthèses.

Collet Anaïs & Simay Philippe (2013), « Y a-t-il des "*urban studies*" à la française ? », *Métropolitiques*. [En ligne] http://www.metropolitiques.eu/Y-a-t-il-des-urban-studies-a-la.html [archive]

Davie May (2001), *Beyrouth 1825-1975 : un siècle et demi d'urbanisme*, Beyrouth, Ordre des ingénieurs et architectes de Beyrouth.

Davie Michael F. (dir.) (1997), *Beyrouth : regards croisés*, Tours, URBAMA.

Format
APA
MLA
Chicago
Le service d'export bibliographique est disponible aux institutions qui ont souscrit à un des programmes freemium d'OpenEdition.
Si vous souhaitez que votre institution souscrive à l'un des programmes freemium d'OpenEdition et bénéficie de ses services, écrivez à : contact@openedition.org

Deeb Lara & Harb Mona (2013), *Leisurely Islam. Negotiating Geography and Morality in Shi'ite South Beirut*, Princeton, Princeton University Press.
DOI : 10.1515/9781400848560

Format
APA
MLA
Chicago
Le service d'export bibliographique est disponible aux institutions qui ont souscrit à un des programmes freemium d'OpenEdition.
Si vous souhaitez que votre institution souscrive à l'un des programmes freemium d'OpenEdition et bénéficie de ses services, écrivez à : contact@openedition.org

Douay Nicolas (2012), « L'activisme urbain à Montréal : des luttes urbaines à la revendication d'une ville artistique, durable et collaborative », Nicolas Douay & Maryvonne Prévot (dir.), « Activisme urbain », *L'Information géographique*, vol. 76, n° 2012/3, p. 83-96.
DOI : 10.3917/lig.763.0083

Douay Nicolas & Prévot Maryvonne (dir.) (2012), « Activisme urbain », *L'Information géographique*, vol. 76, n° 2012/2.

El-Achkar Élie (1998), *Réglementation et formes urbaines. Le cas de Beyrouth*, Beyrouth, Centre d'études et de recherches sur le Moyen-Orient contemporain/Presses de l'Ifpo, coll. « Cahiers du CERMOC », n° 20. [En ligne] https://books.openedition.org/ifpo/4315

FARAH Jihad *et al.* (2016), « Partie 6 – Urbanisme, aménagement et gouvernance territoriale », Éric VERDEIL, Ghaleb FAOUR & Mouin HAMZÉ (dir.), *Atlas du Liban. Les nouveaux défis*, Beyrouth, Presses de l'Ifpo, p. 90-103.

FARAH Jihad & TELLER Jacques (2015), « De la territorialisation des controverses : métropolisation, déterritorialisation et (re)territorialisation à Beyrouth », *Métropoles*, n° 16. [En ligne] https://journals.openedition.org/metropoles/5098

Format
APA
MLA
Chicago
Le service d'export bibliographique est disponible aux institutions qui ont souscrit à un des programmes freemium d'OpenEdition.
Si vous souhaitez que votre institution souscrive à l'un des programmes freemium d'OpenEdition et bénéficie de ses services, écrivez à : contact@openedition.org

FAVIER Agnès (dir.) (2001), *Municipalités et pouvoirs locaux au Liban*, Beyrouth, Centre d'études et de recherches sur le Moyen-Orient contemporain/Presses de l'Ifpo, coll. « Cahiers du CERMOC », n° 24. [En ligne] https://books.openedition.org/ifpo/4251
DOI : 10.4000/books.ifpo.4251

FAWAZ Mona (dir.) (2006), *Urban Heritage and Politics of the Present. Perspectives from the Middle East*, Beirut, American University of Beirut.

Format
APA
MLA
Chicago
Le service d'export bibliographique est disponible aux institutions qui ont souscrit à un des programmes freemium d'OpenEdition.
Si vous souhaitez que votre institution souscrive à l'un des programmes freemium d'OpenEdition et bénéficie de ses services, écrivez à : contact@openedition.org

FAWAZ Mona (2009), « Neoliberal Urbanity and the Right to the City: A View from Beirut's Periphery », *Development and Change*, vol. 40, n° 5, p. 827-852.
DOI : 10.1111/j.1467-7660.2009.01585.x

FAWAZ Mona (2013), « Towards the Right to the City in Informal Settlements », Tony R. SAMARA, Shenjing HE & Guo CHEN (dir.), *Locating Right to the City in the Global South*, London/New York, Routledge, p. 23-40.

FAWAZ Mona (dir.) (2015), *Mumârasat al-'âm. 'An al-masâhât al-mushtarika fî Bayrût* (*Practicing the Public: Beirut's Shared Public Spaces*), Bayrût, *Al-Safîr*/Issam Fares Institute of Public Policy at the American University of Beirut. [En ligne] https://www.aub.edu.lb/ifi/Documents/programs/social_justice_and_the_city/projects/20160203_practicingthepu [archive]

Format
APA
MLA
Chicago
Le service d'export bibliographique est disponible aux institutions qui ont souscrit à un des programmes freemium d'OpenEdition.
Si vous souhaitez que votre institution souscrive à l'un des programmes freemium d'OpenEdition et bénéficie de ses services, écrivez à : contact@openedition.org

FAWAZ Mona (2016), « Planning and the Refugee Crisis : Informality as a Framework of Analysis and Reflection », *Planning Theory*, vol. 16, n° 1, p. 99-115.
DOI : 10.1177/1473095216647722

FAWAZ Mona, HARB Mona & GHARBIEH Ahmad (dir.) (2009), *Beirut Mapping Security*, DIWAN Publications on the Occasion of International Architecture Biennial of Rotterdam 2009. [En ligne] https://www.academia.edu/9224504/BEIRUT_MAPPING_SECURITY_Edited_by_Mona_Fawaz_Ahmad_Gharbie

FAWAZ Mona, SALAMÉ Dounia & SERHAN Isabella (2018), « You Can Stay in Beirut. Towards Inclusive Urban Housing Policies », *Policy Briefs* [En ligne] https://website.aub.edu.lb/ifi/publications/Documents/policy_memos/2017-2018/20180318_you_can_stay_in_beirut.pdf [archive]

GRISEL Julien & MICHELON Benjamin (2010), « Nahr-El-Bared (Liban) : reconstruction participative », *Urbanisme*, nº 374.

HANAFI Sari (2012), « Les systèmes universitaires au Moyen-Orient arabe. Publish Globally and Perish Locally Vs. Publish Locally and Perish Globally », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, nº 131, p. 23-44. [En ligne] https://journals.openedition.org/remmm/7579

HARB Mona (dir.) (2004), *The Lebanese National Master Plan*, Beirut, American University of Beirut.

Format
APA
MLA
Chicago
Le service d'export bibliographique est disponible aux institutions qui ont souscrit à un des programmes freemium d'OpenEdition.
Si vous souhaitez que votre institution souscrive à l'un des programmes freemium d'OpenEdition et bénéficie de ses services, écrivez à : contact@openedition.org

HARB Mona (2018), « New Forms of Youth Activism in Contested Cities. The Case of Beirut », *The International Spectator*, vol. 53, nº 2, p. 74-93.
DOI : 10.1080/03932729.2018.1457268

HARB Mona & ATALLAH Sami (dir.) (2015), *Local Governments and Public Goods. Assessing Decentralization in the Arab World*, Beirut, The Lebanese Center for Policy Studies. [En ligne] http://www.lcps-lebanon.org/publications/1446627069-1443012809-decentralisation_latin_web.pdf [archive]

HOUSSAY-HOLZSCHUCH Myriam & MILHAUD Olivier (2013), « Geography after Babel – A View from the French Province », *Geographica Helvetica*, vol. 68, nº 1, p. 51-55.

KARAM Karam (2006), *Le Mouvement civil au Liban. Revendications, protestations & mobilisations associatives dans l'après-guerre*, Paris, Karthala.

LAMY Sébastien (2015), *La Règle d'urbanisme*, Beyrouth, Les Éditions de l'ALBA/université de Balamand.

LAMY Sébastien (2017), « Entretien avec Sébastien Lamy sur le droit de l'urbanisme au Liban. La nécessité d'une doctrine juridique », *Jadaliyya*. [En ligne] https://www.jadaliyya.com/Details/34419 [archive]

LAMY Sébastien & IBRAHIM Sami (2014), *Recueil des textes relatifs au droit de l'urbanisme et de la construction au Liban*, Beyrouth, Les Éditions de l'ALBA/université de Balamand.

LUSSAULT Michel (2013), *L'Avènement du monde. Essai sur l'habitation humaine de la Terre*, Paris, Seuil.

MÉTRAL Françoise, MUTIN Georges & MÉTRAL Jean (dir.) (1985), *Politiques urbaines dans le monde arabe. Table ronde CNRS Lyon 1982*, Lyon, Maison de l'Orient et de la Méditerranée Jean-Pouilloux, coll. « Études sur le monde arabe », nº 1.

NAGATI Omar & STRYKER Beth (2013), *Archiving the City in Flux. Cairo Shifting Landscape Since the January 25th Revolution*, Cairo, Cluster.

NASR Salim (1985), « La transition des chiites vers Beyrouth : mutations sociales et mobilisations communautaires à la veille de 1975 », Mona ZAKARIA & Bachchâr CHBAROU (dir.), *Mouvements communautaires et espaces urbains au Machreq*, Beyrouth, Centre d'études et de recherches sur le Moyen-Orient contemporain/Presses de l'Ifpo, p. 87-116. [En ligne] https://books.openedition.org/ifpo/3401

PAQUOT Thierry, LUSSAULT Michel & BODY-GENDROT Sophie (dir.) (2000), *La Ville et l'Urbain. L'état des savoirs*, Paris, La Découverte.

Format
APA
MLA
Chicago
Le service d'export bibliographique est disponible aux institutions qui ont souscrit à un des programmes freemium d'OpenEdition.
Si vous souhaitez que votre institution souscrive à l'un des programmes freemium d'OpenEdition et bénéficie de ses services, écrivez à : contact@openedition.org

PARNELL Susan & PIETERSE Edgar (2016), « Translational Global Praxis : Rethinking Methods and Modes of African Urban Research », *International Journal of Urban & Regional Research*, vol. 40, n° 1, p. 236-246.
DOI : 10.1111/1468-2427.12278

RAYMOND Candice (2013), « Réécrire l'histoire au Liban. Une génération d'historiens face à la période ottomane, des années 1960 à nos jours », thèse de doctorat en histoire, Paris, École des hautes études en sciences sociales.

Format
APA
MLA
Chicago
Le service d'export bibliographique est disponible aux institutions qui ont souscrit à un des programmes freemium d'OpenEdition.
Si vous souhaitez que votre institution souscrive à l'un des programmes freemium d'OpenEdition et bénéficie de ses services, écrivez à : contact@openedition.org

ROBINSON Jennifer (2006), *Ordinary Cities. Between Modernity and Development*, London/New York, Routledge.
DOI : 10.4324/9780203506554

SAKSOUK SASSO Abir, BEKDACHE Nadine, SHEIKH HASSAN Ismael & AL-HARITHY Howayda (2010), « Beyond Compensation : the Post-War Reconstruction Battles of 'Aita al-Cha'b », Howayda AL-HARITHY (dir.), *Lessons in Post-War Reconstruction. Case Studies from Lebanon in the Aftermath of the 2006 War*, London/New York, Routledge, p. 158-186.

SALEM Paul & MESSARA Antoine (1996), *Al-Lâmarkaziyya al-idâriyya fî Lubnân. Al-ishkaliyya wa-l-tatbîq* [La décentralisation administrative au Liban. Problématique et mise en œuvre], Bayrût, al-Markaz al-lubnânî li-l-dirâsât [Lebanese Center for Policy Studies].

SALIBA Robert (1991), *Morphological Investigation of Downtown Beirut. Towards an Urban Design Framework – part I : Historical Survey, Cognitive Structure, Visual Structure, Symbolic Structure*, Beirut, American University of Beirut.

SALIBA Robert (1998), *Beirut 1920-1940 : Domestic Architecture Between Tradition and Modernity*, Beirut, The Order of Engineers and Architects.

Format
APA

MLA
Chicago
Le service d'export bibliographique est disponible aux institutions qui ont souscrit à un des programmes freemium d'OpenEdition.
Si vous souhaitez que votre institution souscrive à l'un des programmes freemium d'OpenEdition et bénéficie de ses services, écrivez à : contact@openedition.org

Saliba Robert (dir.) (2015), *Urban Design in the Arab World : Reconceptualizing Boundaries*, London/New York, Routledge.
DOI : 10.4324/9781315548869

Saliba Robert (2018), « Reclaiming the Past, Projecting the Future. The Contributions of the Department of Architecture and Design to Architectural Education 1968-2018 », Abir Eltayeb & Aram Yeretzian (dir.), *Yearbook 1968-2018. Fifty years of People, Events and Department Life*, Beirut, American University of Beirut, p. 7-11.

Format
APA
MLA
Chicago
Le service d'export bibliographique est disponible aux institutions qui ont souscrit à un des programmes freemium d'OpenEdition.
Si vous souhaitez que votre institution souscrive à l'un des programmes freemium d'OpenEdition et bénéficie de ses services, écrivez à : contact@openedition.org

Scherrer Franck (2010), « Le contrepoint des études urbaines et de l'urbanisme : ou comment se détacher de l'évidence de leur utilité sociale », *Tracés. Revue de Sciences humaines*, nº #10/2010, Arnaud Fossier & Édouard Gardella (dir.), « Hors-série 2010. À quoi servent les sciences humaines (II) », p. 187-195.
DOI : 10.4000/traces.4805

Seurat Michel (1985), « Le quartier de Bâb Tebâné à Tripoli (Liban). Étude d'une 'asabiya urbaine », Mona Zakaria & Bachchâr Chbarou (dir.), *Mouvements communautaires et espaces urbains au Machreq*, Beyrouth, Centre d'études et de recherches sur le Moyen-Orient contemporain/Presses de l'Ifpo, p. 45-86. [En ligne] https://books.openedition.org/ifpo/3415

Souami Taoufik & Verdeil Éric (dir.) (2006), *Concevoir et gérer les villes. Milieux d'urbanistes du sud de la Méditerranée*, Paris/Beyrouth, Economica/Anthropos/Ifpo.

Stadnicki Roman (2015), « Urban Activism in Egypt : Emergence and Trajectories since the 2011 Revolution », Monique Bellan & Nadia Von Maltzahn (dir.), *Divercities : Competing Narratives and Urban Practices in Beirut, Cairo and Tehran*, Beirut, Orient Institut, coll. « Beiruter Texte und Studien ».

Stryker Beth, Nagati Omar & Mostefa Magda (dir.) (2013), *Learning from Cairo. Global Perspectives and Future Visions*, Cairo, Cluster/The American University in Cairo. [En ligne] http://learningfromcairo.org/publication/epub [archive]

Tabet Jad (1991), « La ville imparfaite », Nabil Beyhum (dir.), *Reconstruire Beyrouth. Les paris sur le possible*, Lyon, Maison de l'Orient et de la Méditerranée Jean Pouilloux, coll. « Études sur le monde arabe », nº 5, p. 85-120.

Format
APA
MLA
Chicago
Le service d'export bibliographique est disponible aux institutions qui ont souscrit à un des programmes freemium d'OpenEdition.
Si vous souhaitez que votre institution souscrive à l'un des programmes freemium d'OpenEdition et bénéficie de ses services, écrivez à : contact@openedition.org

Topalov Christian (2008), « Sociologie d'un étiquetage scientifique : *urban sociology* », *L'Année sociologique*, vol. 58, nº 1, p. 203-234.
DOI : 10.3917/anso.081.0203

Van Damme Stéphane (2005), « Les sciences humaines à l'épreuve de la ville : les enjeux d'une archéologie des savoirs urbains (xvii^e^-xx^e^ siècles) », *Revue d'histoire des sciences humaines*, vol. 12, nº 1, p. 3-15.

Verdeil Éric (2006), « L'ingénierie indépendante comme médiateur », *Les Cahiers de l'IAURIF*, nº 144, p. 148-151.

Verdeil Éric (2008), « State Development Policy and Specialised Engineers. The Case of Urban Planners in Post-War Lebanon », *Savoir, travail et société / Knowledge, Work and Society*, vol. 5, nº 1, p. 29-51.

Verdeil Éric (2011), *Beyrouth et ses urbanistes. Une ville en plans (1946-1975)*, Beyrouth, Presses de l'Ifpo. [En ligne] https://books.openedition.org/ifpo/2101

Verdeil Éric (2012), « Beyrouth : les nouvelles lignes de front de la recherche urbaine », *Métropolitiques*. [En ligne] http://www.metropolitiques.eu/Beyrouth-les-nouvelles-lignes-de.html [archive]

Format
APA
MLA
Chicago
Le service d'export bibliographique est disponible aux institutions qui ont souscrit à un des programmes freemium d'OpenEdition.
Si vous souhaitez que votre institution souscrive à l'un des programmes freemium d'OpenEdition et bénéficie de ses services, écrivez à : contact@openedition.org

Verdeil Éric, Faour Ghaleb & Hamzé Mouin (dir.) (2016), *Atlas du Liban. Les nouveaux défis*, Beyrouth, Presses de l'Ifpo. [En ligne] https://books.openedition.org/ifpo/10709
DOI : 10.4000/books.ifpo.402

Zukin Sharon (2011), « Is There an Urban Sociology ? Questions on a Field and a Vision », *Sociologica*, nº 3, p. 1-18.

## Notes

**1.** Dans ce texte, la notion de champ est utilisée de manière plus large que le concept défini par Pierre Bourdieu.

**2.** Pour tout ce passage et la section suivante, je me fonde notamment sur un entretien avec Jad Tabet (juin 2017).

**3.** L'Orient-Institut Beirut (allemand) reprend, à peu près au même moment, ses travaux et ses publications, avec en particulier des contributions consacrées à l'histoire urbaine ottomane, ainsi que des recherches en sciences sociales dans un esprit assez similaire à ceux menés au CERMOC.

**4.** Par rapport à l'urbanisme qui privilégie des démarches de planification à l'échelle des villes, l'*urban design* travaille à des échelles plus locales comme le quartier et privilégie l'action sur l'espace public.

**5.** Selon une enquête de l'IUALBA auprès de ses diplômés, en 2017, treize d'entre eux avaient obtenu ou suivaient un cursus de doctorat. Mes propres informations identifient cinq docteurs en 2017.

**6.** Notamment d'organisations internationales et d'agences de développement.

**7.** Jusqu'en 2005, quarante-neuf étudiants avaient obtenu leur diplôme ou étaient en passe de l'être. En 2015-2016 et 2016-2017, seize et dix-neuf étudiants suivaient le cursus. Je n'ai pas pu obtenir d'informations pour la période intermédiaire.

**8.** Bourse du Princeton Institute for Advanced Studies pour Mona Fawaz en 2014, British-Kuwait Friendship Society Prize in Middle Eastern Studies pour le livre de Lara Deeb et Mona Harb (Deeb & Harb 2013).

**9.** Cette surreprésentation de Beyrouth concerne aussi les chercheurs non libanais qui écrivent sur le Liban, mais dont il n'est pas question ici.

**10.** En 2014, une loi supprime le dispositif de blocage des loyers qui, depuis 1992, protégeait les locataires installés et leurs descendants. Depuis la mise en œuvre de cette loi, à la suite de divers recours, le parc d'immeubles anciens est progressivement vidé de ses habitants les plus fragiles et subit un processus de démolition/reconstruction qui transforme fortement la sociologie urbaine. Voir https://www.housingmonitor.org/ [archive]

**11.** Voir les débats lors de la conférence « City Debates », en 2003 ; sur le SDATL, voir Harb 2004.

**12.** Il n'est pas dans les objectifs de ce chapitre de proposer un bilan de la mise en œuvre de ces méthodes alternatives, qui bien évidemment ont rencontré de multiples difficultés.


**Auteur**

## *Éric Verdeil*

## CERI/Sciences Po, CNRS


*Du même auteur*

**Atlas du Liban, , 2007**
**Beyrouth et ses urbanistes, , 2010**
***L'imaginaire de Marseille*, une géographie culturelle méconnue *in L'imaginaire de Marseille*, , 2014**
**Tous les textes**


Le texte seul est utilisable sous licence CC BY-NC-ND 4.0. Les autres éléments (illustrations, fichiers annexes importés) sont « Tous droits réservés », sauf mention contraire.



*Référence électronique du chapitre*

VERDEIL, Éric. *Les études urbaines au Liban* In : *Un miroir libanais des sciences sociales : Acteurs, pratiques, disciplines* [en ligne]. Marseille : Diacritiques Éditions, 2021 (généré le 04 mars 2024). Disponible sur Internet : <http://books.openedition.org/diacritiques/6440>. ISBN : 979-10-97093-26-6. DOI : https://doi.org/10.4000/books.diacritiques.6440.

*Référence électronique du livre*

RAYMOND, Candice (dir.) ; CATUSSE, Myriam (dir.) ; et HANAFI, Sari (dir.). *Un miroir libanais des sciences sociales : Acteurs, pratiques, disciplines*. Nouvelle édition [en ligne]. Marseille : Diacritiques Éditions, 2021 (généré le 04 mars 2024). Disponible sur Internet : <http://books.openedition.org/diacritiques/6385>. ISBN : 979-10-97093-26-6. DOI : https://doi.org/10.4000/books.diacritiques.6385.
Compatible avec Zotero